

La Grèce en lutte en 2012 comme l'Espagne en 1936



pour les peuples d'Europe!

Le prétendu gouvernement d'union nationale en Grèce accepte les diktats de la Troïka et de Sarkozy qui saignent le peuple. Mais un séisme social est en train de se préparer.

Le cours de l'histoire s'accélère et les événements cataclysmiques des derniers jours en Grèce doivent désormais convaincre même les plus hésitants : la Grèce tend à devenir aujourd'hui, pour cette Europe de 2012, ce qu'a été l'Espagne pour l'Europe de 1936 ! Cette constatation apparemment osée n'est pas le fait de quelques romantiques. Non, c'est le fait de nos gouvernants car ceux qui nous l'assènent à longueur de journée depuis bientôt deux ans, ce sont ceux d'en haut, les Merkel et Sarkozy, le FMI et les banquiers, la réaction néolibérale par-delà les frontières nationales, ceux qui ont choisi de transformer la Grèce en laboratoire de leurs politiques inhumaines et les Grecs en cobayes de leur thérapie de choc.

Il est plus que temps que nous, ceux et celles d'en bas de toute l'Europe, prenions à la lettre ce que nous disent nos Sarkozy et leur Troïka, et que nous agissions enfin en conséquence. Acceptons le défi et répondons-leur que désormais, sans tarder, la Grèce va devenir un test pour nous aussi, pour le mouvement des travailleurs, pour les mouvements sociaux et féministes, pour les peuples et les exploités de toute l'Europe ! Oui, faisons-leur comprendre que nous sommes tous des Grecs, car nous sommes pleinement conscients que le combat du peuple grec est plus que jamais notre combat. Que s'ils arrivent à briser les résistances et

à soumettre le peuple grec, après ce sera notre tour, le tour de tous les autres peuples européens, l'un après l'autre, de passer à la trappe...

Peut-être vous souvenez-vous qu'au tout début ils nous racontaient des balivernes du genre « c'est un cas unique et spécifiquement grec dû au fait que ces Grecs sont des fainéants, rompus à la corruption et au mensonge ». Cependant, depuis lors, on a appris que le trou noir de la dette n'est pas spécifiquement grec, qu'il n'est pas dû à la prétendue... hypertrophie de l'État grec, car il est aussi bien américain que français, italien que japonais. En somme, qu'il est typiquement capitaliste et sa crise tout simplement... systémique. Mais, attention aux phrases toutes faites et aux clichés parce qu'ils sont inopérants pour décrire l'actuelle réalité grecque. Peut-on encore parler d'austérité même draconienne quand les salaires et les pensions baissent en Grèce de 40, 50 ou même de 60% ? Quand le pouvoir d'achat de l'écrasante majorité de la population est déjà amputé de 50, 60, ou même de 70% et plus ? Quand la classe moyenne de ce pays est ruinée et en voie de paupérisation galopante ? Quand les nouveaux salariés ne touchent plus que 417 euros et les nouveaux pensionnés 320 euros ? Est-ce de la simple « rigueur » quand un jeune grec sur deux est chômeur et que le chômage atteint désormais 25% ? Comment peut-on

parler de simples... « sacrifices passagers » quand la malnutrition fait des ravages parmi les petits élèves de l'école primaire, et que la faim pointe le nez dans les quartiers même petit bourgeois des villes grecques ? Et comment peut-on prétendre que tout ça est « nécessaire pour mettre de l'ordre dans les finances » de la Grèce quand les bourreaux eux-mêmes admettent cyniquement que leurs politiques imposées de force à la Grèce ont échoué, ne font qu'enfoncer ce pays toujours plus profondément dans une récession monstrueuse et que la dette grecque ne pourra jamais être remboursée ? Alors, simple sadisme de la tristement célèbre Troïka ou plutôt guerre ouverte et déclarée du capital contre le monde du travail ? La réalité quotidienne nous oblige à l'admettre : oui, nous en Grèce nous assistons à une véritable guerre de ceux d'en haut contre ceux d'en bas, des très riches contre tous les autres. Et en même temps, ne l'oublions pas car c'est très grave, nous assistons à la résurrection du pire néocolonialisme quand nous voyons la Grèce humiliée et dépourvue de pratiquement toute souveraineté nationale, traitée par ses prétendus... partenaires européens comme une véritable colonie, un protectorat sous tutelle [...].

Et les Grecs eux-mêmes, que font-ils ? Attention, ne croyez pas ce qu'on vous raconte des Grecs. Vos médias sont comme les

Agenda

23 février-11 mars, semaine anticoloniale, Paris. La 7^e édition de la semaine anticoloniale est organisée par l'association Sortir du colonialisme. Cette année, la semaine anticoloniale aura pour grands thèmes le 50^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, la fraternité entre Français et immigrés à l'approche des élections présidentielles, et les luttes des femmes à travers les mouvements de décolonisation. (lire pages 6&7)

Les 25 et 26 février, le salon anticolonial se tiendra à la Bellevilloise (plus de 50 stands associatifs, débats, Salon du livre, remise des prix du colonialiste de l'année et de la Françafrique, du prix Frantz Fanon, du prix du livre anticolonial par les libraires, etc. lire p. 8).
RV au 19-21 rue Boyer, Paris 20^e (M° Gambetta ou Ménilmontant, bus 26 station Villiers-de-l'Isle-Adam).

Le 17 mars, marche anticoloniale et antiraciste partout en France. À Paris, RV à 14 heures du métro Barbès.

Autres initiatives en France :
Saint-Denis : Algérie au féminin par l'APCV.

Aubervilliers : projection-débat au cinéma le Studio sur l'Algérie.
Projection-débat au Laboratoire sur les tirailleurs sénégalais.

Marseille : la semaine commencera le 21 février avec un hommage à Ibrahim Ali, immigré comorien, tué à 17 ans à Marseille par des colleurs d'affiches du FN le 21 février 1995.

Bordeaux : la semaine aura lieu du 5 au 11 mars avec des actions menées par AC Gironde, Aides, la Cimade, le collectif pour l'égalité des droits, le Cran, RESF 33, Survie Gironde, l'UJFP.
Autres initiatives à Nîmes, Alès, Montpellier, Toulouse...

24 février, Fralib, Paris.

Le comité national de soutien aux Fralib vous appelle à participer au rassemblement national de lutte.
RV à 9 h 30, Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau, Paris 10^e (M° République).

27-28 février, colloque sur Israël, Saint-Denis.

Un colloque universitaire « Israël, État d'apartheid ? » est organisé à la fac de Saint-Denis. RV de 9 heures à 17 heures (M° Saint-Denis-Université). (lire p.12)

29 février, austérité, mobilisation européenne.

La confédération européenne des syndicats (CES) appelle à une journée d'action européenne le 29 février, à la veille du Conseil européen. À Paris, RV à 14 heures, place de la Bastille.

2 mars, Dinan, réunion publique, Alain Krivine.

Le NPA de Dinan organise une réunion-débat sur le thème « Aux capitalistes de payer leur crise », avec Alain Krivine. RV à 20 h 30 à la mairie, salle Duclos-Pinot.

11 mars, chaîne antinucléaire, Vallée du Rhône.

Un an après la catastrophe de Fukushima, une chaîne humaine est organisée par le réseau Sortir du nucléaire, entre Lyon et Avignon. Des bus au départ de Paris sont organisés, avec retour dans la soirée. RV place de la Nation à 6 heures devant Le Dalou. Inscription : gavincent@wanadoo.fr

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

LA GRÈCE EN LUTTE POUR LES PEUPLES D'EUROPE

SUITE DE LA PAGE 1

nôtres : la réalité qu'ils nous décrivent est totalement irréaliste. Nous parlant de la Grèce actuelle, ils insistent sur le fait qu'il y a à Athènes un gouvernement d'union nationale appuyé par les 4/5 des représentants du peuple grec. [...] Évidemment, la réalité est toute autre. Une douzaine de grèves générales en moins de deux ans, d'innombrables luttes et grèves très dures dans tout le pays, un climat presque insurrectionnel depuis des mois, un mouvement des Indignés – les *Aganaktismeni* grecs – qui a balayé toute la Grèce pendant trois mois, des affrontements très violents avec les forces de répression déchaînées, des ministres et des députés qui n'osent plus sortir de chez eux depuis dix mois car ils sont hués ou même tabassés par les passants, un Parlement assiégé de plus en plus fréquemment par des centaines de milliers de manifestants qui tôt ou tard vont le prendre d'assaut... [...] Mais tout ça ne représente que des secousses prémonitoires du très grand séisme social qui est en train de se préparer. En effet, un coup d'œil plus attentif suffirait pour qu'on découvre que la colère populaire bat actuellement des records historiques, que le pays est comme un volcan social prêt à exploser. [...] L'appui populaire à ce gouvernement dit d'union nationale ne dépasse plus les 8% tandis que l'ensemble des partis à la gauche du Pasok social-démocrate font un score dépassant désormais les 50%! Tout change à une vitesse hallucinante et le paysage politique grec

subit un véritable chambardement sans précédent parce que des pans entiers de cette société sont à la recherche des solutions radicales à la crise et à leur paupérisation galopante. [...] Le Pasok qui, il y a deux ans, a fait un triomphe gagnant les élections avec le score-record de 45%, obtient maintenant, selon tous les sondages, moins de 10% tandis qu'un groupuscule de tueurs néonazis atteint depuis peu les 3%! Oui, la société grecque est déjà en train d'expérimenter sa propre République de Weimar... Alors, que faire? La première chose c'est de crier haut et fort que les Grecs ne doivent pas payer cette dette qui les étouffe et qui n'est pas la leur. Qu'on doit suspendre tout de suite son paiement. Pour quoi faire? Pour faire ce que nous impose le droit international, l'ONU, nombre de conventions internationales signées d'ailleurs par nos gouvernements : pour investir les sommes astronomiques consacrées maintenant au service de cette dette, à la satisfaction des besoins élémentaires de la société grecque, à la santé, l'éducation, les infrastructures, les services publics, les chômeurs, les gosses affamés, les familles monoparentales, les malades et les infirmes, les femmes qui sont maintenant contraintes d'assumer gratis et en famille toutes ces tâches assumées par les services publics avant leur démantèlement et leur privatisation. Pour combien de temps? Pour le temps qu'il faudra pour réaliser un audit citoyen de la dette afin d'identifier sa part illégitime qu'il faudra annuler et ne pas payer. Et tout ça en refusant obstinément de

tomber dans le piège des chantages de nos bourreaux qui nous répètent à longueur de journée qu'une telle politique radicale mène automatiquement le pays à la sortie de l'euro et de l'Union européenne, à un repli national obligatoire...

Non, non et non. Nous refusons de payer cette dette et en même temps nous restons dans la zone euro. Et la raison principale est simple : parce que nous voulons nous battre avec vous, tous ensemble, la main dans la main avec tous les peuples et tous les travailleurs de ce continent, pour foutre en l'air cette Europe du capital, des Merkel et des Sarkozy. Parce que nous voulons créer et amplifier ce qu'on appelle la « crise systémique » de cette Union européenne antidémocratique et antisociale des riches. Oui, il n'y a désormais qu'une seule perspective, la seule réaliste et faisable, celle du combat commun de ceux d'en bas partout en Europe. Camarades, c'est maintenant plus que jamais que l'union fait la force. Unissons-nous car tous ensemble nous pouvons toujours changer ce monde qui est en train de pourrir. Avant qu'il ne soit pas trop tard... Et rappelez-vous : si ce n'est pas nous, alors qui? Si ce n'est pas maintenant, alors quand?

Sonia Mitrailia

Ce discours de Sonia Mitrailia, membre du Comité grec contre la dette et de l'Initiative des femmes contre la dette et les mesures d'austérité, a été prononcé au meeting de Marseille du 17 février, organisé par la campagne française « pour un audit citoyen de la dette publique ».

regards

Propos recueillis par Alexandre Raguet



K. Pairemaure. (DR)

Au Prix du Gaz, les ouvriers sont dans la place

Entretien avec Karel Pairemaure, réalisateur du documentaire *Au prix du Gaz sur la lutte des New Fabris*. Nous nous sommes retrouvés un mardi soir au Biblio café de Poitiers alors qu'il sortait d'une conférence dans le cadre du festival « *Filmer le Travail* ». À sa table Guy Eyermaun, leader CGT du conflit, aujourd'hui conseiller régional sur la liste de Ségolène Royal.

Au premier abord on retrouve très vite l'ambiance de son documentaire, ambiance ouvrière, au bon sens du terme! Après quelques échanges évasifs sur la météo et le festival « *Filmer le travail* », nous entrons rapidement dans le vif du sujet : son documentaire et la situation politique actuelle.

Lorsque je lui demande pourquoi un film sur les New Fabris, Karel n'hésite pas une seconde à répondre : « *J'étais dans la petite campagne de Châtelleraut, et lorsque j'entendais les médias dominants qualifier les ouvriers de terroristes et gangsters parce qu'ils menaçaient de faire sauter l'usine, je ne pouvais rester sans rien faire. Ça m'a beaucoup énervé d'entendre les médias parler des ouvriers de cette manière. Moi, ces gars, je les voyais tous les jours dans la région de Châtelleraut quand j'emmenais mes gamins à l'école ou même lors d'activités quotidiennes. [...] L'idée préalable n'était pas de faire un film, c'était de laisser une trace réelle et objective dans les archives. De faire mon travail de mémoire et éventuellement de remettre les pendules à l'heure sur la réalité. L'idée d'en faire un film, avec l'histoire du monde ouvrier sur la ville et « l'après usine » est venue pendant le tournage, un peu spontanément en fait ». Un peu plus tard, Karel ne cache pas, qu'en tant que petit-fils d'ouvrier, il sentait le devoir de donner une trace positive au combat des New Fabris qui « *se levaient pour leur dignité, pour vivre et pas survivre* ».*

La question qui est ensuite venue concerne la conscience de classe que l'on peut déceler dans le documentaire notamment en suivant Benoît, ouvrier de l'usine récupéré par un « escroc voyou » qui lui explique qu'en devenant auto-entrepreneur dans les assurances, il pourra non seulement aider les autres mais, de plus, vivre correctement. Enthousiaste dans un premier temps, Benoît regrettera vite son choix s'apercevant qu'il n'aidait pas les autres mais qu'ils les arnaquaient, des gens comme lui... Karel Pairemaure rejoint cette analyse. Pour lui il est vrai que « *Benoît montre vraiment avec son comportement ce que l'on pourrait qualifier de conscience de classe. Il ne supporte pas de trahir des personnes comme lui. Et, lui qui pensait ne jamais retourner à l'usine se met soudain à douter* ». En regardant le documentaire, on se rend en effet vraiment compte que l'esprit de camaraderie existe encore dans la classe ouvrière. Cela ne doit pas nous faire oublier que cette dernière a beaucoup changé, mais l'analyse de Marx sur la conscience de classe par les conditions de vie et de travail qui sont les mêmes pour tous les ouvriers d'une usine, est ici toujours d'actualité.

La discussion est ensuite arrivée sur Guy Eyermaun, le charismatique leader de la lutte et, depuis peu, conseiller régional « royaliste ». Pour Karel Pairemaure ce fut une réelle surprise le jour où Guy lui a annoncé qu'il allait se porter candidat auprès de Ségolène Royal, tant cette dernière semblait (et semble toujours) loin de la lutte des Fabris et loin des Fabris tout court. Néanmoins il défend tout de même le leader CGT en reprenant les arguments de ce dernier : « *Guy, lorsqu'il défend son choix, explique que pour lui la politique ne doit pas être une affaire de politiciens. Le fait qu'un ouvrier soit élu, c'est un peu ce qui le botte. L'idée de mettre les mains dans le cambouis aussi* ». Difficile d'intégrer l'argument alors qu'il semblerait que justement Guy se soit retrouvé au centre même d'une manœuvre politicienne à visée électorale. Mais passons... et ne gardons du personnage de Guy Eyermaun que l'image d'un homme qui aura, jusqu'au bout, lutté avec l'ensemble de ses collègues ouvriers aussi bien que n'importe quel militant révolutionnaire l'aurait fait. C'est justement en parlant de Guy et de l'idée de ne pas laisser la politique aux politiciens que m'est venue la remarque suivante : le candidat du NPA, Philippe Poutou, n'est-il pas justement censé représenter ça? La politique non professionnelle? Que pensez-vous du fait que le NPA présente un ouvrier à l'élection, c'est en lien avec votre film, non? « *En lien avec mon film, je ne sais pas. Mais je ne peux que me féliciter du fait qu'un ouvrier soit candidat à la présidentielle. C'est une excellente chose, au-delà du programme qu'il défend par ailleurs. En effet, je pense que c'est une bonne chose qu'il y ait des gens qui fassent autre chose que de la politique du matin jusqu'au soir, qui investissent les organes, les instances politiques* ».

Un peu à l'image du livre signé Philippe Poutou *Un ouvrier c'est là pour fermer sa gueule*, l'ouvrier candidat du NPA ne pourra continuer à l'ouvrir que s'il obtient les 500 parrainages obligatoires. Pour les ouvriers de New Fabris et pour Karel Pairemaure, il faudra un soutien populaire. Alors, achetons tous leur DVD et surtout, diffusons la parole des ouvriers de New Fabris.



Pour acheter le DVD : <http://www.engrenage.org/>

Sarkozy candidat du cynisme : le scoop de TF1

Pour son entrée en campagne, Sarkozy n'a pas hésité à promouvoir son bilan calamiteux, tout en promettant de nouveaux lendemains qui déchantent.

À écouter Sarkozy déclarant sa candidature au journal de 20 heures de TF1 le 15 février, il semblerait que c'est « une succession de crises sans précédent » qui le pousserait à « solliciter à nouveau la confiance des Français ». Il ajoute, usant de métaphore navale, que « cela serait sinon comme un abandon de poste », tel un capitaine quittant le navire en pleine tempête. Si la crise économique n'était pas une réalité s'abattant sur des dizaines de millions de familles, nous aurions pu en rire. La crise, il en a été un des promoteurs. Le navire, c'est la galère dans laquelle nous sommes tous et toutes et il est plus que temps de jeter par-dessus bord ce capitaine qui préfère assurer l'opulence de ses invités industriels et grands financiers.

THATCHER FOREVER

Mais derrière le baratin classique du politicien, ses phrases sonores mais creuses, lui et ses amis s'apprêtent à faire endurer à l'ensemble de la population vivant en France, les pires plans antisociaux, un recul de notre niveau de vie sans précédent telle une mauvaise série B, *Margaret Thatcher forever*. Arrêtons-nous sur une phrase qui démontre le vice du personnage : « si on veut garder notre modèle social, notre façon de vivre, nous devons continuer à faire des changements », tels que « l'autonomie des universités, la réforme des retraites, la réduction indispensable des dépenses... » ! En clair, détruisons notre modèle social pour le conserver ! Ou plutôt, en vrai, détruisons notre modèle social afin

de garantir un « profit minimum » à ses amis banquiers, industriels, libéraux : les artisans de la « crise sans précédent ». Le modèle social dont parle Sarkozy est le système qui assure des rentes énormes pour une minorité possédante et pas celui qui permet à chacun et chacune de vivre correctement, de s'émanciper et de se projeter dans un futur solide.

On pourrait aussi sourire à la question de la journaliste, en réaction à la liste des méfaits qu'il s'apprête à commettre si les moyens lui en sont donnés (contrôle des chômeurs, raboter encore plus dans l'éducation et les services publics...) : « les Français se demandent pourquoi vous ne l'avez pas fait avant ? » Non, en fait, on ne se demande rien du tout ! Drôle de question. Souhaiterions-nous moins de santé, moins d'éducation, moins de salaires, moins de liberté, moins de droits ?

D'ailleurs concernant les droits, il n'en fait référence que pour les opposer aux « devoirs » des chômeurs. Cela ressemble plus aux travaux forcés pour une partie de la population qui n'a pas choisi cette condition sans emploi qu'une défense de la « valeur travail » dont il se fait dorénavant le chantre. Car s'il souhaite réellement revaloriser le travail, ce n'est pas compliqué : il faut augmenter les salaires qui en dépendent, interdire les licenciements, instaurer le contrôle des salaires sur la production.

Il n'hésite pas non plus, avec le cynisme qui le caractérise, à récupérer les Lejaby. Souvenons-nous que les salariées l'avaient d'ailleurs elles-mêmes dénoncé



(PHOTO THÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

par avance, alors que sans leur lutte, il n'y aurait pas eu de reprise. Sa stratégie durant la période électorale : un de sauvé pour 100 d'oubliés. Ainsi, il évacue très rapidement la question sur le site de Preciturn ou de Gandrange, où en 2008, il s'était moqué des salariés d'Arcelor-Mittal : « Avec ou sans Mittal, l'État investira dans Gandrange ». Cynisme, mépris d'une aristocratie qui ne dit pas son nom.

L'ÉPOUVENTAIL GREC

Mais sa vitrine argumentaire reste le spectre de la Grèce. Même si les conséquences de la crise en Grèce sont dangereuses pour le capitalisme européen c'est une opportunité pour Sarkozy. L'épouvantail de la faillite, de la baisse du Smic de 22%, des plans d'austérité

terribles pour la population lui permet d'avancer tranquillement son chantage à l'apocalypse afin de nous obliger à accepter les futurs plans d'austérité.

Dégager Sarkozy dans cette élection c'est ce qu'on appellerait du bons sens populaire ! Mais il faudra aussi nous atteler à construire un bloc anticrise avec tout ceux et celles qui n'acceptent tout simplement pas. La gauche radicale a une responsabilité qu'elle n'a certainement jamais eu, mais deux camps se dessineront : ceux qui défendent les intérêts du capitalisme, en voulant payer la dette notamment, et ceux qui résistent et s'opposent à ces prédateurs dont la logique n'a que faire des dégâts humains qu'elle engendre.

Frédéric Yermia



Par Dominique Angelini

MES : L'AUSTÉRITÉ GRAVÉE DANS LE MARBRE

Mardi 21 février, le suspense bat son plein. Le Mécanisme européen de stabilité (MES) passera-t-il à l'Assemblée nationale grâce à l'abstention des députés PS ?

Le MES a été adopté par les États membres de la zone euro, le 2 février dernier. Son but officiel est de remplacer le Fonds européen de solidarité pour aider les pays en difficulté. Mais le MES n'est en aucun cas conçu dans l'intérêt des peuples. Il ne pourra être activé que « si cela est indispensable pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble et de ses États membres ». Les États s'engagent, dès lors que l'aide est acceptée, à verser leur contribution dans les sept jours de la demande. Les Parlements ne seront pas consultés, ce seront la Commission européenne, la BCE et... le FMI qui prendront la décision d'accorder l'aide ou non, ensuite, les pays ne pourront que payer. Mais, évidemment, aucune aide ne sera accordée sans conditions du genre de celles qui sont imposées à la Grèce et qui continuent d'enfoncer sa population dans la misère. Et c'est là que le bât blesse, car la mise en place du MES est obligatoirement liée à l'acceptation du Traité Merkozy qui doit être approuvé en mars et dont Hollande a pourtant assuré qu'il le remettrait en cause, s'il est élu : « Il est reconnu et convenu que l'octroi d'une assistance financière dans le cadre des nouveaux programmes en vertu du MES sera conditionné, à partir du 1^{er} mars 2013, à la ratification du TSCG par l'État membre concerné ».

Quant à Sarkozy, nouveau chantre du référendum, il ne se risque pas à en proposer un sur la question des traités. D'ailleurs, ceux-ci ne sont envisagés que pour passer par-dessus les syndicats, lorsqu'ils n'acceptent pas de nouvelles régressions sociales. Il faut dire qu'il nous a déjà fait le coup du Traité de Lisbonne après le non au référendum sur le TCE. Lorsque le capitalisme est en crise, il n'a que faire de la démocratie. Nous devons continuer les mobilisations, dénoncer ces traités, construire des collectifs contre la dette illégitime, partout. Et le 29 février prochain, participer en masse aux mobilisations appelées par la Confédération européenne des syndicats contre les traités de l'austérité.

« La politique du logement tue »

C'est sous une banderole où était inscrit : « La politique du logement tue » qu'une centaine d'habitants de Saint-Denis s'est réunie samedi 18 février 2012 devant la mairie, à l'appel du Comité anti-expulsions créé en décembre dernier¹. En effet, Ecaterina, mère de six enfants, en galère de logement depuis plusieurs années, déplacée de ville en ville et hébergée au 115 a fini par s'immoler dans le hall de la mairie de Saint-Denis, le mercredi 15 février. Elle est décédée le lendemain. Ce drame illustre avec gravité et de la façon la plus violente et la plus radicale qui soit les effets sociaux de la politique du logement de Sarkozy. La situation est devenue intenable : 130 000 SDF, 3 millions de mal-logés et presque 10 millions de personnes touchées par la crise du logement en France (chiffres Fondation Abbé-Pierre). Dans une ville comme Saint-Denis, cela se traduit par 1 500 procédures d'expulsion pour le 15 mars (fin de la trêve

hivernale) et plus de 6 000 demandes de logement non satisfaites. Dans cette ville populaire, la majorité de la population se trouve en difficulté pour se loger et payer son loyer ou ses traites. Et malgré cela, le préfet-flic Lambert, très proche de Sarkozy, a expulsé plusieurs dizaines de familles en décembre dernier, en plein hiver. Depuis, la majeure partie des expulsés campe devant la mairie. Pour ceux hébergés au 115 c'est aussi la galère la plus complète : chambres insalubres et inadaptées à une vie familiale (rien pour cuisiner ou nourrir les bébés), horaires inadaptés à ceux qui travaillent de nuit, éloignement des lieux de travail et des écoles des enfants (3 heures/jour de transport pour les enfants expulsés)... L'hébergement d'urgence par le 115, solution mise en avant par le gouvernement mais aussi par la municipalité de Saint-Denis, est un échec. Face à cela, le combat auprès des expulsés continue : chaque semaine des manifestations, des actions ou encore des événements festifs de lutte

sont organisés. Ils ont d'ores et déjà permis de stopper la vague d'expulsions que promettait le préfet Lambert. Alors que la fin de la trêve hivernale approche le comité a lancé ce samedi un appel national pour réquisitionner les logements vides : « Face à cette faillite du 115, pour répondre à l'urgence, la réquisition des logements vides est une nécessité. Et ils ne manquent pas. Les pouvoirs publics ont les moyens juridiques de ces réquisitions. Les municipalités doivent s'engager. Il est temps de construire un mouvement national de réquisition des logements vides, pour modifier le rapport de forces entre l'Etat et les mal-logés. Nous lançons aujourd'hui cet appel à toutes les forces sociales et politiques, à toutes les municipalités, pour s'engager dans ce sens ». Partout



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

où c'est possible, il faut s'emparer de cet appel et organiser la lutte contre les expulsions, contre le mal-logement, pour l'accès à des logements dignes et décents pour toutes et tous.

Étienne (Saint-Denis)

1. Voir Tout est à nous ! n° 129, 22 décembre 2011.



En campagne

Notre solidarité avec le peuple grec et la campagne

La situation en Grèce s'est invitée dans la campagne électorale française et chaque candidat y va de sa solution.

Pour le NPA, celle-ci ne pourra venir que des mobilisations.

Le soulèvement du peuple grec contre le nouveau plan d'austérité que voudrait lui imposer la Troïka (FMI, BCE, Union européenne), est un cri de colère contre une politique aveugle et criminelle qui étrangle un pays, condamne sa population à la misère, à une terrible régression sociale alors que chacun sait que cette politique est une impasse. Elle peut, à court terme, sauver les profits des banques, mais, à très moyen terme, elle conduit à une banqueroute généralisée.

Sarkozy, avec Merkel, prétendait avoir sauvé l'Europe. Ils n'ont fait que contraindre Papandréou d'abord, le gouvernement d'union nationale qui a suivi sa démission, ensuite et, aujourd'hui, la majorité des députés grecs à l'infamie. Ils n'ont d'autre projet que d'étendre à toute l'Europe la politique qui a mis la Grèce à genoux.

Juppé s'est félicité : « le gouvernement et le Parlement [grecs] ont accepté ce plan de redressement... Et si le FN dénonce la politique « des candidats de la Troïka », c'est au nom d'une politique qui prétend rompre avec l'Europe pour imposer aux travailleurs, enfermés dans les frontières, une austérité drastique pour résoudre les déficits!

Hollande, quant à lui, ne voyait pas d'autre choix pour le Parlement grec que de se plier à la Troïka et reproche à Sarkozy et Merkel d'avoir « agi trop tard, trop faiblement sur le plan financier, et trop durement sur le plan économique et social ». « Il aurait fallu un plan massif dès le départ » et il demande des « réformes structurelles, notamment pour réguler le système financier [...] et pour trouver un juste chemin entre la réduction des déficits et le maintien de la croissance et de l'emploi ». Autant dire la même politique.

On ne peut que se féliciter du mouvement de solidarité qui a commencé à se développer. Nous nous y retrouvons au coude à coude avec le Front de Gauche. Nous partageons sa dénonciation de la politique de la Troïka, des plans d'austérité successifs imposés à la Grèce qui anticipent ce qui se prépare pour l'ensemble de l'Europe. Mais il est vain d'interpeller François Hollande en l'appelant à voter contre le mécanisme de stabilité que va mettre en place l'Union européenne ».

Il est pour le moins erroné de compter sur une nouvelle majorité parlementaire de gauche, y compris rééquilibrée, pour mettre un coup d'arrêt à la politique dictée par les banques et le patronat. C'est bien une des leçons de Grèce. La classe ouvrière, le peuple, ne peuvent compter sur les partis institutionnels, prisonniers de leurs arrangements de pouvoir comme de leurs privilèges. On ne peut répondre à la crise de la dette que par en bas, par des mesures radicales portées par les mobilisations. En priorité :

- un bouclier social qui protège réellement les travailleurs des conséquences de la crise, l'interdiction des licenciements et la répartition du travail, la hausse des salaires, pas de revenu inférieur à 1 600 euros net, associé au refus de payer les intérêts de la dette, à l'exigence d'un audit populaire et public en vue de son annulation.

- Liquider la dictature de l'oligarchie financière en expropriant les banques pour créer un service public bancaire unique afin d'assurer le financement de l'économie sous le contrôle de la population.

- Contre tout repli nationaliste, la perspective d'une autre Europe, un Europe de la solidarité et de la coopération, une Europe des travailleurs et des peuples.

La solidarité avec le peuple grec exige un programme politique qui réponde à ses propres intérêts comme à ceux de tous les peuples d'Europe. Porter ce programme est la raison d'être de notre campagne, ce qui la rend indispensable.

Yvan Lemaitre

Le Medef déclare sa flamme à Sarkozy

Laurence Parisot a exposé les demandes du Medef qui, par bien des aspects, rejoignent le programme de Sarkozy.

Mardi 14 février, jour de la Saint-Valentin, le Medef est entré en campagne en présentant ses desiderata pour le prochain quinquennat. Selon la patronne des patrons, Laurence Parisot, les entreprises ont besoin de « respirer », besoin de « nouveaux horizons, de nouvelles frontières, besoin de conquérir », afin de retrouver leur compétitivité. Et pour cela, la recette est sans ambiguïté : baisse des cotisations patronales, flexibilité accrue du travail, fin des 35 heures, recul de l'âge légal de départ à la retraite, toujours moins de fonctionnaires... En tout une vingtaine de propositions.

L'objectif affiché du Medef serait d'arriver à zéro déficit en 2015 et pour cela il faut donc faire deux fois plus d'économies sur les dépenses publiques mais sans augmenter les impôts : « Certaines niches fiscales doivent être supprimées, mais pas question de créer de nouvel impôt pour les entreprises et pour les particuliers », a prévenu Laurence Parisot. Réduire les dépenses publiques, cela veut dire, pour le Medef, en finir avec la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux... et mettre en place celle du non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois. En cinq ans, Sarkozy a déjà supprimé 170 000 postes. Il y a fort à parier qu'il sera sensible à la sérénade du Medef sur ce sujet. Mais cela n'est toujours pas suffisant, il faudra aussi

reculer l'âge légal du départ à la retraite car selon Laurence Parisot : « 62 ans, ce n'est pas suffisant pour garantir notre régime ». « Une notion devrait rythmer la campagne, celle de l'employabilité compétitive » a-t-elle déclaré. Traduction officielle : donner à chaque salarié les compétences nécessaires pour s'adapter aux évolutions du marché de l'emploi, passer d'un métier à un autre au sein de son entreprise. En clair, développer la flexibilité et la précarité et en finir avec les garanties pour les salariéEs qui existent encore dans le code du travail. Le Medef appelle de ses vœux une grande réforme de la formation professionnelle. Sa proposition : plus les entreprises investissent dans des formations, plus leurs cotisations pour l'assurance chômage baisseront. Il s'agit également de supprimer la taxe sur la formation professionnelle. Le Medef propose aussi de rendre dégressives les indemnités chômage dans le temps pour « renforcer la caractère incitatif du retour à l'emploi ». Deux thèmes – la formation et les indemnités chômage – que le candidat Sarkozy a d'ores et déjà repris. Autre solution au service de la compétitivité : la fixation de la durée effective du travail devrait relever exclusivement de l'accord collectif, ou à défaut du contrat de travail. On en revient aux accords compétitivité-emploi du gouvernement annoncés



par Sarkozy, il y a quelques semaines. Avec, en filigrane, la volonté de briser les 35 heures.

Ces desiderata sont d'ores et déjà défendus par le candidat Sarkozy qui s'est fait depuis un quinquennat le plus fidèle des serviteurs. À nous de leur dire « de l'air, dégagez »!

Sandra Demarcq

HOLLANDE ET LES COMMUNISTES Je t'aime... moi non plus

Dans une interview donnée au journal anglais *The Guardian*, le candidat du PS a déclaré au détour d'une phrase qu'« aujourd'hui il n'y a pas de communiste en France », provoquant un tollé du côté de Mélenchon et du PCF. Le retour de boomerang ne s'est donc pas fait attendre. Mélenchon, « le candidat des communistes » comme il le dit lui-même, a dénoncé une « attitude hautaine insupportable ». Parlant de « grosse bêtise », Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a rappelé à Hollande qu'« il n'y a pas de victoire possible sans le PCF et le Front de Gauche ». Et plus si affinité?

Cette tempête dans un verre d'eau ne doit pas faire oublier le sens profond de l'interview

au *Guardian* par Hollande, l'auto-proclamé ennemi de la finance... venu faire allégeance à la City londonienne. Car la suite de l'interview vaut vraiment le détour : « La gauche a gouverné pendant quinze ans, pendant lesquels elle a libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et à la privatisation. Il n'y a pas de crainte à avoir ». Au-delà des discours ronflants et dans le droit fil de ses 60 engagements pour la France, Hollande a une fois de plus confirmé l'adaptation des socialistes français au libéralisme financier.

Mais c'est aussi une pierre dans le jardin du Front de Gauche qui n'a pas clarifié sa feuille de route en cas de victoire de Hollande au mois de mai. Les réactions

outrées des uns et des autres masquent mal que la question d'une éventuelle participation gouvernementale n'est pas réglée par le « programme partagé » du Front de Gauche, en particulier du côté du PCF où l'on dit tout et son contraire sur cette question centrale.

En guise d'excuses, Hollande a rappelé son respect pour les communistes et le Front de Gauche et a dit qu'il souhaitait « un rassemblement de la gauche avec toutes ses sensibilités ». Pierre Laurent s'est félicité de cette correction, Mélenchon a déclaré que « l'incident [était] clos ». Certes, mais la question du rapport au Parti socialiste reste posée...

Manu Bichindaritz

Grève des factrices et facteurs de Pessac



À l'heure où nous écrivons, les factrices et facteurs de Pessac en sont à leur 8^e jour de grève. Comme ceux de Nanterre, Vanves et Malakoff, ils refusent la réorganisation que La Poste veut leur imposer. Une réorganisation qui touche les bureaux les uns après les autres.

La direction prétexte une baisse de trafic et la mécanisation partielle du tri pour tenter de supprimer trois tournées. Les facteurs le contestent d'autant plus que, d'ici fin 2012, la commune va avoir 2 800 logements supplémentaires.

Pour faire connaître leur mouvement, les facteurs sont allés sur le marché dimanche. Ils y ont reçu nombre d'encouragements (il y avait parfois la queue pour signer la pétition), en particulier de salariés d'autres secteurs en proie à une même logique : enseignants Rased, collègues de France Télécom, etc. Avec, au sein des échanges, le besoin d'unifier les luttes pour renverser les choses. L'accueil de la population renforce le sentiment de légitimité. Tout comme les soutiens politiques : ceux bien sûr des élus municipaux NPA et PCF, de militants du POI mais aussi (après plusieurs sollicitations) ceux du député et du maire PS, d'élus EELV. Et c'est un accueil chaleureux que les grévistes ont réservé à Philippe Poutou, invité au piquet lundi 20... d'autant que, du coup, les télé ont fait le déplacement.

Comme disait un gréviste : « alors que notre directeur cherche à nous humilier en nous disant qu'on est de « simples distributeurs de courrier » toute cette solidarité, ça change tout »!

Isabelle Ufferte

Vous avez dit « Compétitivité » ?

Contrairement à la propagande du président et des patrons, la moindre compétitivité française par rapport à l'Allemagne, n'est pas due à un « coût » du travail plus élevé.

Plusieurs fois, lors de son intervention télévisée de la fin janvier, Nicolas Sarkozy s'est référé au « manque de compétitivité » de la France par rapport à sa référence du jour, l'Allemagne.

L'affirmation était aussi péremptoire que la notion était floue. Un écart de salaire entre les travailleurs français et leurs homologues d'outre-Rhin serait à l'origine de la perte de parts de marché de l'industrie hexagonale par rapport à son principal partenaire.

La différence de rémunérations

Certes sur l'ensemble de l'économie la différence de salaire citée peut apparaître significative (31,50 euros de l'heure en France contre 28,90 en Allemagne), mais si l'on se réfère au seul secteur industriel, la rémunération de l'heure de travail serait de 33,16 euros contre 33,37 de l'heure chez nos voisins. Le différentiel global s'explique principalement par le fait que dans le secteur des services les rémunérations sont nettement plus basses en Allemagne. Le hic est que les exportations portent nettement plus sur les produits manufacturés que sur les services qui restent localisés. La perte de parts de marché en ce domaine ne peut résulter du seul effet de salaires plus élevés dans un pays.

L'évaluation de la « compétitivité » suppose à la fois la prise en compte du salaire du producteur et de ce qu'il produit. La France et l'Allemagne ayant des coûts salariaux similaires, l'explication est ailleurs.

Une production différente

La comparaison globale des coûts salariaux n'a pas grand sens si l'on ne tient pas compte notamment des qualifications rémunérées. Comme le souligne P. Artus¹ « Si ces pays montent en gamme de production, il est normal que les prix et les salaires augmentent ».

Or, la comparaison entre la France et l'Allemagne sur ce point fait apparaître que l'industrie française est nettement plus polarisée que celle de notre

voisin ce qui ne peut pas être sans effet sur la structure globale des rémunérations.

Une énigme : la baisse de la compétitivité française

Depuis 2002, l'industrie Française perd des parts de marchés alors que qu'elle bénéficie d'une compétitivité-coût stable. Il convient donc d'intégrer d'autres éléments tels que la recherche et développement et le positionnement sur le marché mondial. Concernant la R&D, la différence entre la France et l'Allemagne est significative, si nous sommes plus orientés vers la recherche fondamentale, l'Allemagne l'est plus fortement sur la recherche industrielle appliquée :

Éléments	Allemagne	France
% du PIB en R&D	2,60%	2,1%
Dont en entreprise	1,83%	1,32%
Chercheurs pour 10000 emplois	44,01	45,60
Brevets par million d'habitants	74,59	40,40

L'autre élément à prendre en compte est le fait que 12% des entreprises allemandes soient exportatrices contre seulement 6% pour celles de l'Hexagone.

Un mythe : la différence des prélèvements obligatoires

Selon un rapport de la Cour des comptes², le niveau de la dépense publique par rapport au PIB est effectivement plus élevé en France qu'en Allemagne (39,4% contre 43,2%), mais c'est pour souligner que le périmètre des éléments pris en compte n'était pas le même et que le calcul n'était pas identique dans tous les domaines. Ainsi les plus hauts salaires, les travailleurs indépendants et les hauts fonctionnaires, dont le salaire mensuel brut

est supérieur à 4050 euros par mois, peuvent ne pas cotiser au système public de sécurité sociale mais à un système entièrement privé. Cela concerne 8,8 millions de personnes, soit environ 11% des assurés potentiels.

En ce qui concerne ce que l'on peut considérer comme les prélèvements sociaux, le périmètre est différent puisqu'en France, ils incluent notamment la Taxe sur les salaires. Cette dernière ne constitue en rien un prélèvement social, mais un impôt payé par les entreprises qui ne relèvent pas de la TVA. En revanche, la forme des prélèvements sur les salaires est très différente dans les deux pays et leur répartition fait apparaître, qu'en Allemagne, ils portent directement sur les salariés et non qu'ils sont significativement moindres.

Prélèvements	Allemagne	France
Directs	29,3%	27,6%
Indirects	33,6%	35,0%
Cotisations sociales	36,4%	37,6%

Ces quelques éléments soulignent bien que :

- La comparaison entre la France et l'Allemagne n'est pas aisée car le cadre juridique et institutionnel n'est pas le même,
- Que ce n'est en aucun cas la différence de rémunération, y compris les éléments indirects, qui explique l'écart constaté au cours de ces dernières années sur les marchés où les deux capitalismes se trouvaient en concurrence.

Louis Adam

1. Flash Économie avril 2010 : « Ya-t-il vraiment un problème de compétitivité - coût dans les pays d'Europe du Sud ? »
2. Flash Économie avril 2011 : « L'évolution des parts de marchés intra-UE n'a rien à voir avec la compétitivité coûts ».
3. Les prélèvements fiscaux et sociaux en France et en Allemagne mars 2011.

1, 2, 3, nous irons au bois...

Vendredi 17 février, Philippe Poutou arrive à l'aéroport de Nice. C'est un bel après-midi ensoleillé, le temps idéal pour une petite ballade en forêt !

Nous prenons donc la direction de Carros et de son parc forestier. Là-bas, nous avons rendez-vous avec deux employés de l'Office nationale des forêts (ONF). Depuis 2008, les salariéEs de cet établissement public sont mobiliséEs pour dénoncer une gestion de leur outil de travail qui menace l'équilibre de la forêt française.

Emmanuel Joyeux et Stéphane Lévêque nous entraînent sur le parcours de découverte de la botanique dont ils assurent l'aménagement et l'entretien. Au milieu des pins et des arbousiers, ces deux forestiers nous expliquent leur mission et nous font part de leurs inquiétudes quant à l'avenir. L'ONF gère les forêts publiques (1,8 million d'ha pour l'État et 2,8 millions d'ha pour les collectivités), soit 27% de la surface boisée française. Son action s'articule normalement autour de trois fonctions :

- environnementale (biodiversité, protection des sols, fixation du CO₂),

- sociale (accueil du public, protection et récréation des paysages),
- économique (récolte des bois).

Or, depuis quelques années, au nom de la rentabilité, l'accent est surtout mis sur la production de bois au détriment des deux autres fonctions. Cette politique de commercialisation à outrance entraîne de fait la disparition du métier de garde forestier. La règle de la RGPP, avec le non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite, détruit 100 emplois par an. 28 sites ont disparu, les personnels sont de plus en plus isolés et, depuis 2005, on déplore 25 suicides dont 6 l'été dernier.

En se désengageant toujours plus, l'État prépare la délégation du service public de la forêt aux intérêts du privé. À terme, ce sera la fin du service public forestier. Alors comme les 9 500 salariéEs (6 400 fonctionnaires et 3 100 ouvriers sous contrat de droit privé) de l'ONF, posons-nous cette question : quelle forêt pour nos enfants ?

Philippe apporte aux forestiers le soutien du NPA dans leur lutte et promet de suivre le dossier. À 16 heures, nous reprenons la direction de Nice où doit se tenir la conférence de presse, suivie de la réunion publique.

4, 5, 6, NOUS NE PAIERONS PAS LEUR CRISE!

La réunion publique avec Philippe Poutou s'est tenue à Nice devant un peu plus de 70 personnes.

Un camarade a d'abord rappelé la situation locale : les Alpes-Maritimes sont le « fief » de la droite, de la droite dure : les Estrosi, Lucca, Ciotti... De ceux qui font rimer ordre moral, racisme, homophobie avec régression sociale, démocratique et écologique.

Une militante du NPA jeunes a ensuite présenté la situation de la jeunesse : une génération de plus



MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Mardi 28 février Brest.

Réunion publique à 20h30, salle des syndicats, rue de l'Observatoire.

Vendredi 2 mars Perpignan.

Réunion publique à 20 heures, salle des Libertés 3, rue Bartissol.

Mardi 6 mars Nancy.

Réunion publique à 20 heures, salle Raugraff 13, rue des Ponts.

Vendredi 9 mars Nîmes.

Réunion publique à 19h30, Centre Pablo-Neruda, place Hubert-Rouger.

Mardi 13 mars Chambéry.

Réunion publique à 18h30, Espace Pierre-Cot, quai des Allobroges.

MEETINGS AVEC CHRISTINE POUPIN

Vendredi 2 mars Angers.

Buffet du NPA 49 et rencontre avec Christine Poupin 19 heures (Inscription buffet auprès des militants ou par mail à npa49@yahoo.fr). Entrée libre, salle Paul-Bert, 12 rue d'Assas.

Jedi 8 mars Cherbourg-Octeville.

Réunion publique à 20 heures Complexe Chantereyne.

Vendredi 9 mars Saint-Brieuc.

Réunion publique à 20h30, Maison du temps-libre rue du Maréchal-Foch.

MEETINGS AVEC OLIVIER BESANCENOT

Mardi 6 mars Cahors.

Réunion publique à 20h30 Salle Mémoire du 20^e Siècle - Terre Rouge.

Jedi 8 mars Montluçon.

Réunion publique à 20 heures Édifice communal, Maison des syndicats, place Jean-Dormoy, avenue de la République.

Vendredi 9 mars Montreuil.

Réunion publique à 20 heures, école Kergomard, 34 rue Robespierre (M^o Robespierre).

MÉDIAS

Samedi 25 février, Philippe Poutou sur France 2, On n'est pas couché, à partir de 22h55.

Dimanche 26 février, Olivier Besancenot sur Canal+,

Dimanche + à 12h45.

À SUIVRE SUR
www.poutou2012.org

LA SEMAINE ANTICOLONIALE

Cette année, la Semaine anticoloniale aura lieu à Paris du 23 février au 11 mars. Nous en publions le programme et revenons sur le contexte politique nauséabond qui entoure cet événement dans ce dossier écrit par la commission antiraciste et la commission internationale du NPA. Plus d'infos sur: www.anticolonial.net et dailleurnoussommesdici.org

La Semaine anticoloniale 2012 en quelques dates clés

Vendredi 24 février

Un an après les révolutions arabes, le troisième temps des luttes anticoloniales
Débat au Cabaret sauvage suivi d'un couscous et de la dernière représentation de l'année du Barbès Café, l'histoire de l'immigration maghrébine en musique.

Samedi 25 et dimanche 26 février

Le Salon anticolonial

Deux jours de conférences, débats, projections, concerts, avec la remise des prix du livre anticolonial, du colonialiste de l'année, de la Françafrique et le prix Franz-Fanon, décerné cette année à Mumia Abu Jamal. Mais aussi le Forum politique organisé en partenariat avec Afriscope, sur la questions du racisme et des discriminations, en présence de Philippe Poutou et d'autres candidatEs (ou leurs représentantEs) à l'élection présidentielle. (lire aussi page 8)

Lundi 27 février

Carte Blanche à l'AFPS : Palestine Yes We Can, et Palestine What Else
En présence de Haël Al Fahoum, ambassadeur de Palestine.

Mercredi 29 février

Colloque sur les résistances françaises à la guerre d'Algérie
Suivi de la projection de deux films : *Des Hommes de loi dans la tourmente* et *Le Refus*, au Centre culturel algérien.

Samedi 3 mars

Colloque laïcité : du code de l'indigénat à la situation post-coloniale
Deux tables rondes pour dénoncer l'instrumentalisation et le pervertissement de la notion de laïcité, et lutter contre les pratiques et mécanismes institutionnels hérités de notre histoire coloniale.

Dimanche 4 mars

Assemblée des peuples colonisés par la France

En présence d'associations kanak, comorienne, guadeloupéenne.

Jeudi 8 mars

Journée internationale des femmes

Les femmes dans les mouvements d'émancipation des peuples, et après ?

Dimanche 11 mars

Forum antiraciste et anticolonialiste

Co-organisé par Sortir du colonialisme et « D'ailleurs nous sommes d'ici », animé par Denis Sieffert, directeur de la rédaction de *Politis*.

Samedi 17 mars

Marche anticolonialiste et antiraciste dans toute la France

Co-organisée par Sortir du colonialisme et « D'ailleurs nous sommes d'ici ». À Paris, RV à 14 heures à Barbès.

Programme complet sur : <http://www.anticolonial.net/spip.php?article2433>

Ah! La République! Sa devise! Ses valeurs...

Lorsque le ministre de l'Intérieur entreprend de justifier ses propos crapoteux sur l'inégalité des civilisations, il ne manque pas de se référer à la République : « toutes les civilisations, toutes les pratiques, toutes les cultures, au regard de nos principes républicains, ne se valent pas... Au regard des valeurs que porte la France et que, je crois, portent tous les partis républicains en France, il y a des civilisations que nous préférons ». Le ministre de l'Économie le confirme : son collègue est « un profond républicain [...] je ne vois pas très bien quel républicain peut contester cette position ». Et Olivier Vial, président de l'UNI, la très droitière organisation étudiante devant laquelle Claude Guéant s'était exprimé, lui fait écho en évoquant un « discours très général, très serein, posé et républicain ».

En dépit des apparences, ces gens-là sont sans doute plus dans le vrai que ceux qui, à gauche, prétendent également placer leur engagement sous la bannière des valeurs républicaines. Ceux-là ne veulent apparemment connaître qu'une République idéale, quand bien même il ne s'agit que d'une coquille vide popularisée par un slogan mensonger, une abstraction totalement détachée du vécu quotidien des « citoyens ».

Marine Le Pen, qui partage visiblement avec Guéant le souci de poser des jalons pour une recombinaison de la droite au lendemain d'une débâcle annoncée, ne s'y trompe pas : « Je crois à la liberté, à la démocratie, aux valeurs de notre République » ou encore : « Je suis attachée à la laïcité ; je défends la laïcité ». L'explication de texte sera réservée au magazine *Présent* : « La liberté, l'égalité et la fraternité sont des valeurs chrétiennes [...]. Je crois même que défendre ces valeurs-là, c'est nous donner la possibilité de rechristianiser en quelque sorte notre pays ». En dernière analyse, cela tient assez bien la route si on le rapporte, cette fois, à la République réelle, ce régime installé sur les décombres de la Commune et dont le premier président fut précisément le massacreur Adolphe Thiers.

De fait, au lendemain de la grande trahison de 1871, c'est bien d'un compromis entre tenants de l'Ancien Régime et bourgeoisie triomphante, conscients de leur communauté d'intérêts, qu'allait naître la Troisième République. Désormais, les possédants disposeraient d'institutions sur mesure qui leur permettraient de dissimuler la violence de la guerre sociale en posant les bases de l'union nationale. De la gauche à la droite, un socle de valeurs communes s'est ainsi progressivement constitué à partir d'au moins trois identifiants.

L'école laïque et obligatoire dont l'une des visées n'était rien moins que l'inculcation, à nos chères têtes blondes aussi bien qu'aux petits colonisés qui se découvraient des ancêtres gaulois, d'une histoire officielle et commune. Républicains, ils étaient tous z'enfants de la Patrie, avaient vocation à se faire massacrer en tant que besoin devant transcender toute conscience de classe ou de « race » ; notons que cette histoire « laïque » présentait entre autres : le baptême de Clovis qui fit de la Gaule une nation chrétienne, la victoire de Charles Martel arrêtant les Arabes à Poitiers (ouf! on a eu chaud), les croisades et aussi l'exaltation mythique des figures de Saint Louis et Sainte Jeanne d'Arc...

Les promoteurs de l'engagement colonial, tel Jules Ferry, icône républicaine s'il en est, s'attachaient à masquer les considérables intérêts économiques en jeu en affirmant qu'« il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures ».

Le compromis historique de la loi de 1905 qui en posant en préalable (article 1) que « La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public » était à même de rassurer, à défaut de satisfaire, tout le monde... sous réserve d'inventaire.

Passée la tourmente de la Première Guerre mondiale, à laquelle les troupes coloniales ont payé un lourd tribut, passée la

déchéance de la Troisième République par dévolution des pleins pouvoirs au très chrétien maréchal Pétain, passés les crimes de guerre qui, de Sétif à Paris en passant par Madagascar, ont accompagné la « décolonisation », le visage de la République est aujourd'hui en passe d'être remodelé... dans la continuité ! Le musulman est le premier à en faire les frais. Assimilé aux classes dangereuses, il est relégué dans ses quartiers ; souvent arabe ou noir, il est exposé aux discriminations liées à son indigénat ; supposé étranger aux « valeurs » de la République, il est décrété ennemi d'une laïcité réduite aux restrictions édictées « dans l'intérêt de l'ordre public ». Il constitue dès lors la cible idéale d'un racisme d'État qui, après l'Holocauste et avec la vulgarisation des connaissances élémentaires en matière de biologie, ne peut plus se référer au paradigme biologique, et c'est ainsi que les « républicains » d'aujourd'hui ne parlent plus de « races supérieures » mais de « civilisations supérieures ». Tout en accumulant les lois et règlements qui représentent autant de brimades pour les musulmanes et musulmans ; en multipliant les contrôles au faciès ; en lâchant, sous quasi-assurance d'impunité, une police meurtrière contre les jeunes arabes ou noirs des quartiers populaires...



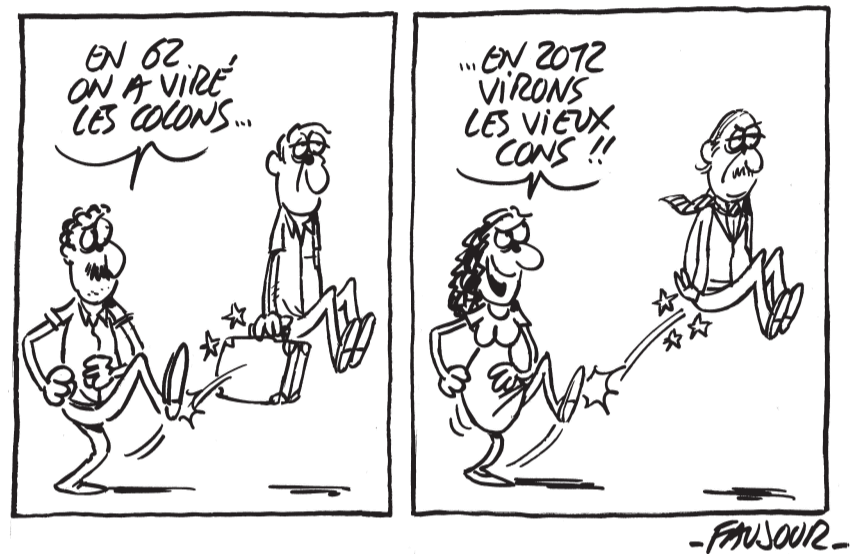
Phobie d'État NIALE ET ANTIRACISTE

La Semaine anticoloniale et antiraciste sous le signe du cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie

Crime d'État du 17 octobre 1961, massacre de Charonne en 1962, accords d'Évian, c'est le calendrier qui rythme la 7^e édition de la Semaine anticoloniale. De nombreux événements seront dédiés à la guerre d'Algérie dans la perspective de la célébration de son indépendance. Ce qui ne sera pas du luxe vue l'ambiance putride de nostalgie révisionniste et de réhabilitation coloniale actuelle, démultipliée à l'approche des présidentielles. Outre le coffret *Musiques rebelles*, qui fait entendre les musiques algériennes et kabyles de 1930 à 1962, Sortir du colonialisme coordonne le livre *Résister à la Guerre d'Algérie par les textes de l'époque* (lettres de déserteurs, appels au refus, manifestes anticolonialistes), éclairé par l'analyse de l'historien Tramor Quemeneur, et postfacé par Nils Andersson, témoin engagé de cette période. Le Musée du Montparnasse consacre d'ailleurs une exposition aux éditeurs engagés contre la guerre d'Algérie, au cours de laquelle il sera donné de voir brochures, livres et journaux censurés et saisis, ainsi que des publications clandestines. Un débat autour du front éditorial s'y tiendra le 7 mars. Le 25 février, le Salon anticolonial, événement militant, festif et fédérateur de cette quinzaine, accueille le Collectif du 17 octobre pour un débat sur l'exigence de la reconnaissance de ce crime d'État, dont la commémoration du cinquantenaire a donné lieu en 2011 à de nombreuses manifestations. La

volonté de travailler ensemble sur une histoire commune de part et d'autre de la Méditerranée, le rejet de toute tentative d'écriture officielle de l'histoire sera au cœur de cette initiative. Dans la continuité, une pétition sur la condamnation de tous les crimes coloniaux (Vietnam, Cameroun, Algérie etc.) sera présentée et ouverte à signature¹.

À ne rater sous aucun prétexte, le colloque sur les Résistances françaises à la guerre d'Algérie (le 29 février), en présence de témoins et acteurs/trices de cette lutte pour la liberté, mettra à l'honneur cette minorité de consciences qui s'éleva contre le discours colonial et raciste dominant marqué par un vocabulaire insultant. Insoumis, déserteurs, soldats du refus, une génération de résistances politiques et intellectuelles qui dit l'importance de la fraternité avec le peuple algérien et l'actualité de la solidarité internationale. Cette journée se conclura par la projection de deux films, *Des hommes de loi dans la tourmente* et *Le Refus*, également projeté au Studio d'Aubervilliers. Ce film, c'est l'histoire d'Alban Liechti, un camarade profondément agréable et chaleureux, président d'Agir contre le colonialisme aujourd'hui. Pour avoir osé écrire au président de la République son refus de faire la guerre au peuple algérien, il a été emprisonné quatre ans durant, avant d'être enrôlé de force dans un commando : il patrouilla alors sans mettre de balles dans son arme, ce qui lui valut deux autres années de



prison dont il ne sortira qu'à la fin de la guerre.

L'indépendance sera aussi fêtée en musique le 4 mars à Montreuil, lors d'un grand concert de musique kabyle et algérienne. Un plateau artistique exceptionnel venu spécialement d'Algérie pour l'occasion avec entre autres, Abdelkader Chaou, légende de cette musique.

La journée du 10 mars, à Mains d'œuvres Saint-Ouen, lieu privilégié de la culture urbaine, verra la restitution d'un travail réalisé par des lycéens d'Île-de-France sur la mémoire partagée de cette histoire coloniale. Désirée Frappier, auteure

du bouleversant récit graphique *Dans l'ombre de Charonne* y présentera son ouvrage, morceau d'intimité dans le contexte historique tragique du massacre orchestré par l'appareil d'État français, avec Roger Frey et Maurice Papon aux manettes.

Garder la mémoire des luttes passées pour rester vigilant et actif aujourd'hui, entretenir la mémoire des luttes, tirer parti de leurs leçons pour l'action, aujourd'hui et demain, tel est le sens de toutes ces initiatives.

1. Sur www.anticolonial.net

Guyane, Mayotte : vous avez dit colonies ?

En cette semaine du 21 février et de l'ouverture de la Semaine contre le colonialisme, il est bon de rappeler que l'impérialisme français ne se manifeste pas seulement par ses interventions militaires ou le néocolonialisme dans ses anciennes colonies. Il perpétue également une forme plus directe de domination dans ses dernières colonies du Pacifique, de l'Océan indien, des Caraïbes ou de l'Amérique du Sud. C'est ainsi qu'il espère maintenir ses intérêts économiques et stratégiques, et l'illusion d'une « France forte », d'un empire s'étendant sur les cinq continents.

Tous les moyens sont bons, la carotte parfois, mais plus souvent le bâton : violation du droit international, bases militaires, répression policière, justice aux ordres, mesures d'exceptions, le droit commun de la Métropole ne s'y applique pas intégralement. Mais la meilleure des armes, là-bas comme ici, c'est encore la division. Pour cela quoi de mieux que les mesures contre les immigrés en général, les sans-papiers en particulier, instaurées en France et en Europe. Surtout lorsqu'on peut se permettre d'aller encore plus loin en toute impunité et sans rappel à l'ordre de la part d'une justice coloniale aux ordres. En Guyane, par exemple, les autorités françaises tentent d'accréditer l'idée que les conditions de vie, la sécurité de la population guyanaise seraient directement menacées par l'arrivée en masse de

clandestins venus profiter des « avantages » dont bénéficie cette population directement issue de la colonisation (créoles, noirs marrons descendants d'esclaves révoltés, survivants du bagne, métropolitains, H'mongs du Laos « importés » en 1977, en tout près de 80 origines différentes). Le peuple primitif quant à lui, les Amérindiens, auxquels on refuse les droits à la propriété collective de leurs terres, ne représente plus que 4% de la population.

Pour distiller la peur, le gouvernement français manipule les chiffres en mélangeant allégrement sans-papiers, étrangers en situation régulière, Français d'origine étrangère.

La France a mis en place dans ce département une législation d'exception locale particulièrement complexe : contrôles d'identité, inspection des véhicules, barrages routiers, destruction des bateaux transportant des étrangers en situation irrégulière et, enfin, la possibilité d'expulser un étranger qui a contesté l'expulsion au tribunal administratif avant même que celui-ci ait statué. La Guyane peut ainsi se « vanter » d'expulser plus que tout autre département (exception faite de Mayotte) : environ 9000 expulsions par an contre 29000 pour toute la métropole, une progression de 77,85% entre 2004 et 2010.

Mais c'est à Mayotte, où la France maintient une base navale importante lui permettant de participer au contrôle du trafic dans le Canal de Mozambique

et l'Océan indien, que cette politique atteint des sommets depuis l'instauration du visa Balladur en 1995. Ainsi, les Comoriens non originaires de Mayotte sont devenus des immigrés clandestins, objets d'expéditions punitives, de rafles, suivies d'expulsions abusives et au mieux taillables et corvéables à merci. La poursuite en mer des kwassa kwassa, ces barques légères transportant celles et ceux qui tentent de venir ou de revenir vers Mayotte, est directement responsable de la mort de plus de 10000 personnes. C'est la conséquence de l'occupation illégale par la France, depuis 1974, de Mayotte, devenu en 2011 un département français, en violation du droit international et des résolutions de l'ONU. Dans cette île d'environ 200000 habitants, en 2010 plus de 26000 « clandestins » dont près de 6000 enfants, ont été expulsés, soit presque autant que pour la métropole (29000) avec une augmentation de 137,57% depuis 2004 ! Le préfet y dispose de pouvoirs exceptionnels, notamment celui de renvoyer en métropole tout fonctionnaire récalcitrant. C'est ce que viennent de vérifier le porte-parole local du Snes et le représentant de RESF.

Mais cela n'a qu'un temps. Le mouvement social sans précédent qu'a connu Mayotte cet automne a rapproché les Mahorais et les « sans-papiers » comoriens tous unis contre la misère et le mépris.

Samedi 25 et dimanche 26 février à la Bellevilloise, la librairie La Brèche ainsi que les librairies le Point du jour et Envie de lire participeront au salon anticolonial. Dans l'espace librairie sont prévues des rencontres et signatures avec des auteurs ainsi que la remise du prix du livre anticolonial décerné le dimanche à 17 h 15 (plus d'infos sur www.anticolonial.net).

En exclusivité pour Tout est à nous!, voici une sélection des livres qui concourent à ce prix.

LES FRONTIÈRES DE L'« IDENTITÉ NATIONALE » : L'injonction à l'assimilation en France métropolitaine et coloniale

Abdellali Hajjat

La découverte

338 pages / 25 euros

Comment un État-nation trace-t-il les frontières de ce qu'il perçoit comme son « identité » ? Pourquoi et comment cherche-t-il constamment à définir son extériorité au travers d'un Autre jugé « inassimilable » ? En revenant sur les origines historiques de l'injonction à l'assimilation dans la procédure de naturalisation, ce livre cherche à montrer que ces « frontières » sont mouvantes. Celles-ci sont en effet le fruit de facteurs multiples, liés au contexte social et politique aussi bien qu'aux glissements des significations et des usages du concept même d'« assimilation ». Mais, outre cette dimension historique, ce livre novateur analyse la manière dont l'administration mesure l'« assimilation » des candidatEs. Grâce à une enquête minutieuse en préfecture qui aura duré deux ans, l'auteur met en lumière l'invention des critères d'assimilation et les usages administratifs qui en sont faits, également déterminés par la concurrence de logiques administratives distinctes, les pratiques des agents subalternes et la « naturalisabilité » des candidatEs. La « vérité objective » de la naturalisation est particulièrement bien révélée par les cas de refus de naturalisation pour « défaut d'assimilation », qui concernent aujourd'hui principalement des femmes et/ou des musulmans. Ces refus soulèvent ainsi les questions du hijab, de la polygamie et de l'« islamisme », qui constituent à l'heure actuelle autant de frontières à la prétendue « identité nationale ».



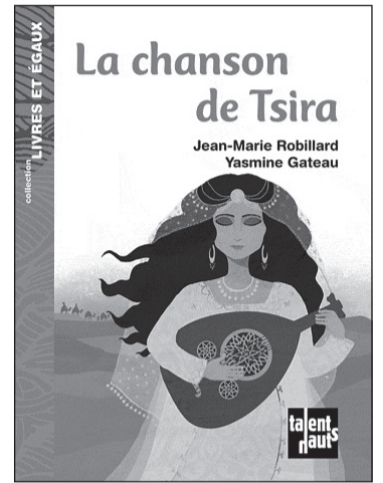
LA CHANSON DE TSIRA

Jean-Marie Robillard et Yasmine Gateau

Talents Hauts

48 pages / 6,90 euros

L'histoire de Tsira débute en plein désert. Alors que Barama le chamelier se rend chez son maître Baaba Toumba, il recueille un bébé des mains d'une toute jeune fille qui meurt à ses pieds après avoir murmuré un nom : Tsira. Tsira grandit chez Baaba Toumba, jusqu'à ce que le destin de sa mère lui soit révélé en rêve, une nuit de tempête de sable. Mariée de force au vieux Taram à l'âge de 13 ans, sa mère s'est enfuie dans le désert à la naissance de sa fille pour la protéger. Cette histoire destinée aux enfants à partir de 8 ans, dénonce les mariages dits « arrangés » de façon édifiante et rappelle les droits des femmes comme droits humains. Il était cependant important de ne pas déraiser dans la stigmatisation des populations au prétexte de la lutte contre les violences faites aux femmes. En effet, l'instrumentalisation de la question du féminisme dans l'ordre des discours politiques à des fins de contrôle migratoire et de stigmatisation des populations issues de l'immigration post-coloniale n'est plus à démontrer. Ceci est habilement résolu car ce conte se déroule au temps des Mille et une nuits...



L'INSURRECTION DE MARTINIQUE (1870-1871)

Gilbert Pago

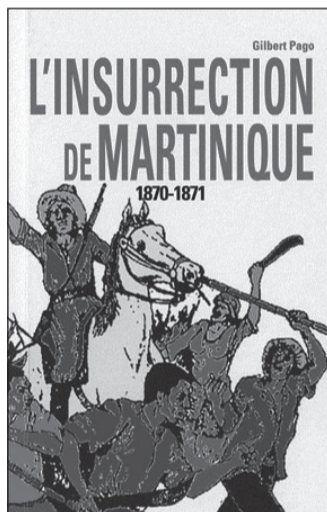
Syllepse

154 pages / 9 euros

Février 1870, soit 22 ans après l'abolition de l'esclavage, les békés règnent toujours en maîtres. Les descendants d'esclaves sont restés dans leur misère à travailler dans les champs et les békés esclavagistes prospèrent grâce aux centrales sucrières. Pourtant, une insurrection paysanne va bousculer les relations sociales, raciales et coloniales.

À l'origine de l'embrasement, une injustice criante : Lubin est sauvagement frappé par un colon au prétexte qu'il ne lui avait pas cédé le passage et ne l'avait pas salué. Les plaintes de Lubin restent sans effet, celui-ci décide de se faire justice. Il est emprisonné. C'est alors que la révolte s'étend, les insurgés dont Lumina Sophie incendient habitations et champs de canne. Codé, un des jurés raciste, est assassiné. Un début de partage des terres entre les petits paysans s'organise, il est question d'instituer une république. Mais une répression féroce s'abat sur les insurgés.

Gilbert Pago, historien et militant du Groupe révolution socialiste (GRS) nous mène sur la trace des insurgés de « septanm 70 » qui ébranlèrent l'empire colonial français.



17 OCTOBRE 1961, DISSIMULATION D'UN MASSACRE

et MOURIR À CHARONNE, POURQUOI ?

Daniel Kupferstein

Ce double DVD couvre deux événements majeurs de la lutte anticoloniale en France métropolitaine, au cœur de Paris. Il s'agit de deux documents d'histoire qu'on attend toujours de voir intégrés aux programmes scolaires. Manifestement nous n'en prenons pas le chemin. Ces crimes d'État ne sont toujours pas reconnus. Les coupables ne seront probablement jamais jugés. Les instigateurs, l'État français lui-même, prétendent n'avoir fait que défendre la France.

Légitime défense ? Il est vrai que les milliers d'Algériens (souvent en famille) du 17 octobre 1961 et les manifestants (CGT notamment) du 8 février 1962 avaient quelque chose en commun : ils étaient désarmés, pacifiques, ils réclamaient le droit à l'autodétermination pour le peuple algérien. Quelle horreur ! quel crime ! Ils et elles remettaient en cause la véritable guerre menée sur le terrain par l'armée française, qualifiée de banale opération de police qui a quand même tué 250 000 Algériens et 30 000 Français.

Le colonialisme n'a pas manqué à sa nature : il se devait de réagir, brutalement, sauvagement, inhumainement. Là-bas comme ici, tant que les riches règnent, les pauvres sont à leur place. À nous de traquer les colons d'aujourd'hui, de les dénoncer, de nous opposer à toutes les aventures coloniales : du Vietnam à l'Irak, jusqu'à l'Afghanistan aujourd'hui, en passant par l'Algérie hier, et demain... ?

Ces DVD de Daniel nous racontent que la vérité, même partielle, peut sortir, aider au militantisme anticolonial ici et maintenant.



À LA RECHERCHE DE LA PALESTINE : au-delà du mirage d'Oslo

Julien Salingue

Éditions du Cygne

210 pages / 20 euros

S'il est un pays qui pratique encore aujourd'hui le colonialisme direct, c'est bien Israël.

Tous les colonialismes ne se ressemblent pas. Mais tous partagent cet élément constitutif : relation inégalitaire s'opposant au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes justifiée idéologiquement par l'occupation d'un territoire « sans maître ». Le fameux « une terre sans maître pour un peuple sans terre » des sionistes. Pour d'autres il s'agissait, il s'agit toujours (Guéant-Sarko-Le Pen) de civiliser les sauvages.

Bizarrement, l'ensemble des historiens et chercheurs, s'ils analysent fort bien le phénomène, oublient d'y inclure Israël. Une explication à cela : le fait colonial est d'abord un partage mondial entre prédateurs. On peut aussi le nommer « impérialisme ». Comme au XIX^e siècle, l'horreur coloniale est parfaitement compatible avec une certaine démocratie. Ici le suffrage universel, là-bas « on fait suer le burnou ». Nouveauté : Israël pratique les deux sur le même territoire.

L'impérialisme, aujourd'hui comme alors, se satisfait pleinement de cette hypocrisie. Les droits de l'homme s'arrêtent là où la relation inégalitaire est menacée. À partir de cet axiome, tous les moyens sont bons, y compris une proto autonomie d'un proto gouvernement légitimée par une proto démocratie. Fait néocolonial caricatural, mais nous sommes au XXI^e siècle, soit un bon siècle après ses débuts et en pleine remise en cause aujourd'hui.

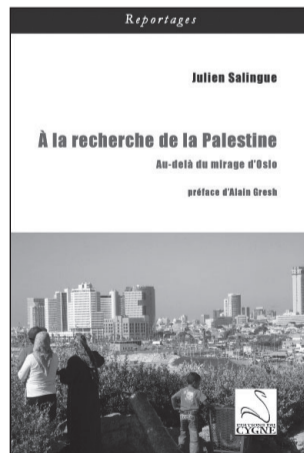
Le livre de notre camarade Julien regroupe ses articles et interviews de la période « Hamas », celle qui a vu cette formation politique remporter les élections à Gaza... et chambouler tous les plans impérialistes pour cette région.

Après le torpillage programmé et délibéré par les sionistes des accords d'Oslo (2006), cette victoire électorale, comme le dit Julien, « signe la deuxième mort des accords d'Oslo : nul gouvernement, même issu de l'OLP, ne peut imposer l'ordre et la sécurité » tant que les droits nationaux des Palestiniens sont bafoués. Le Hamas l'emporte, les Israéliens, couverts par les USA, l'Europe etc., déchaînent la violence. Ce qui avait été prévu c'est le « You can do business in Palestine » de Mahmoud Abbas et Salam Fayyad ! Une caricature de gouvernement fantoche à la solde de l'impérialisme... élu avec 2% des voix.

Les Palestiniens en masse ne sont pas prêts d'échanger leurs droits nationaux contre l'enrichissement de quelques-uns. De là à croire que les droits nationaux sont les conditions de l'enrichissement de tous, au détriment des colonisateurs, il y a une dynamique qu'Israël a déjà comprise.

L'objectif imperturbable de l'establishment israélien depuis 1967 est simple et clair : exercer sa souveraineté sur 90% de la Palestine desquels 90% des 10 millions de Palestiniens seront exclus et regroupés à Gaza et en Cisjordanie.

Si nous avons là l'aventure coloniale parfaite, ce livre démontre que l'on peut y résister. C'est une mine d'informations, d'analyses, de rappels historiques et d'interviews. Sa lecture est nécessaire, voire obligatoire pour toutes et tous les militantEs anticolonialistes.



SALON ANTICOLONIAL

les 25 et 26 février à la Bellevilloise,
19 rue Boyer, Paris 20^e

Tous ces livres et plus encore au Salon du livre anticolonial sont à commander à la librairie La Brèche, www.la-breche.com

Librairie la Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43

ESPAGNE

La réforme de trop ?

La nouvelle réforme du travail du gouvernement Rajoy est une attaque frontale contre la classe ouvrière. Elle favorise les licenciements et la précarité. La riposte syndicale se doit d'être à la hauteur.

La réforme du travail adoptée par le gouvernement et qui doit passer sous forme de décret-loi est à la hauteur des déclarations de Rajoy, prédisant qu'elle risquait de lui coûter une grève générale, et de celles de son ministre de l'Économie, qui l'a estimée extrêmement agressive. La grève générale n'est pas encore une réalité mais pour l'agressivité on est servis. Cette réforme aggrave la dégradation des conditions de travail et la précarisation d'une grande majorité de la population. Les mesures sont les suivantes :

- l'indemnisation de licenciement pour les contrats CDI est réduite de 45 à 33 jours par année de présence dans l'entreprise. Cette indemnité est plafonnée à 24 mois. Pour les « entreprises en difficulté », l'indemnisation en cas de licenciement ne sera que de 20 jours par année de présence. Les conditions permettant à un patron de se déclarer en difficulté sont élargies, il suffit qu'il déclare trois trimestres consécutifs de « diminution persistante de son niveau de ventes ou de revenus ».
- Les agences d'intérim sont maintenant autorisées à jouer le rôle d'agences pour l'emploi. Un pas en avant de plus vers la privatisation d'un service public.
- Les chômeurs percevant une indemnisation devront réaliser un « travail social » s'ils veulent la conserver. Le contrôle des chômeurs par les inspecteurs du travail est renforcé, accentuant la culpabilisation des travailleurs au lieu de réprimer la fraude et l'évasion fiscale des capitalistes.
- Un nouveau contrat de travail est créé pour les PME avec une période d'essai d'un an. Au cours de cette période, le patron et le salarié peuvent résilier unilatéralement le contrat sans préavis et sans en donner la raison. Le salarié ne reçoit aucune indemnité à la suite de cette résiliation.
- Un contrat à temps partiel est annoncé,

présenté comme pouvant rendre compatible un travail avec les études ou une vie de famille et personnelle. Dans la pratique, ce contrat permettra de masquer les chiffres du chômage, de faciliter l'embauche sur des postes précaires aux revenus insuffisants à une vie décente. Avec ces contrats, le nombre de personnes obligées d'occuper au moins deux emplois partiels pour survivre va augmenter.

- Les accord d'entreprise seront prioritaires sur les accords de branche. Des facilités sont données aux entreprises en difficulté pour déroger aux accords et aux règles limitant la surexploitation. Tout cela conduit à une dévaluation de la négociation collective et à la promotion de négociations des relations de travail de plus en plus individualisées.
- La flexibilité interne dans les entreprises est favorisée grâce à la mobilité fonctionnelle et la modification substantielle des conditions de travail. Cela impose une adaptation immédiate des travailleurs à tous les besoins de l'entreprise sous peine de licenciement. Ces mesures encouragent les licenciements et non l'emploi, tout en facilitant l'imposition de conditions de travail qui rappellent celles d'un autre temps. De plus, le grand patronat espagnol obtient satisfaction à beaucoup de ses demandes à un rythme sans précédent. Auparavant il devait négocier, maintenant il n'en a plus besoin car il a au gouvernement des amis encore meilleurs qu'avant. Il peut aussi jouer sur l'énorme réserve de main-d'œuvre au chômage (le chômage des jeunes dépasse 48%) dont une majorité est



prête à accepter des conditions d'esclavage pour subvenir à ses besoins élémentaires. Pourquoi donc appeler réforme ce qui n'est que des restrictions des droits historiquement acquis par le monde du travail? Et pourquoi les deux principales centrales syndicales continuent-elles leur politique de concertation et de recherche du « moindre mal » plutôt que de s'unir aux syndicats alternatifs, aux mouvements sociaux et au 15M (les « Indignés ») dans la lutte et la défense à tout prix des droits du travail? Nous devons aller à la grève générale!

Jesús Gellida
Traduction : Jacques Radcliff

SYRIE Fondation de la « coalition Watan »

Nous publions le communiqué de fondation de la « coalition Watan » qui regroupe plusieurs forces syriennes.

Un groupe de forces, de courants et de personnalités indépendantes se sont associés pour fonder la « Coalition Watan » (nation) dont l'objectif est de renforcer leur engagement dans la révolution de notre peuple syrien et de participer à surmonter les difficultés auxquelles elle fait face, par leur participation à la production d'un regard politique sur la révolution, et à combler le fossé entre les forces politiques et le mouvement populaire, ainsi qu'à renforcer la paix civile... Elles se sont accordées sur les points suivants :

1. L'objectif incontournable de notre révolution est la chute du régime et l'édification d'un État civil, démocratique, un État de droit, de justice et de citoyenneté pour tous, l'État de tous les citoyens indépendamment de leur appartenance nationale, de leur genre, de leur religion ou confession.
2. La chute du régime et l'édification de l'État démocratique requièrent la mise en place d'une alliance la plus large possible comprenant toutes les couches de notre peuple, ses sensibilités et expressions politiques, dont nous sommes une composante. Nous les appelons toutes à faire bloc et à coordonner leurs actions.
3. La révolution de notre peuple syrien est une révolution pour la liberté et la dignité, une révolution devant réaliser les revendications du peuple, à savoir la fin de la corruption, du pillage, de l'échec du développement et de la violation de tous ses droits politiques,

économiques et sociaux. En d'autres termes, elle reflète objectivement l'intérêt de toutes les classes et composantes du peuple syrien et attend l'adhésion de tous, tôt ou tard.

4. L'affirmation par des principes constitutionnels clairs des droits des minorités nationales dans le cadre de l'unité de la Syrie, de sa terre et de son peuple.
5. Le caractère pacifique de la révolution est une valeur qui dépasse le régime répressif sauvage et une stratégie efficace pour affronter ce dernier.
6. Si nous sommes attachés au caractère pacifique de la révolution, nous considérons que la fission au sein des militaires pour des principes moraux et politiques, et la constitution de l'« Armée syrienne libre » résultent des pressions sur l'armée dans le sens de la répression de leurs frères et de leur peuple, et nous insistons sur la nécessité de l'engagement de cette dernière aux côtés de la direction politique issue des forces de la révolution.
7. L'affirmation de notre attachement à avoir des relations équilibrées avec tous les États de la région et du monde, à l'exception d'Israël, et ce, y compris avec les États qui soutiennent aujourd'hui le régime. Nous appelons à revoir dès maintenant leur position car leurs intérêts sont liés à ceux du peuple syrien qui est appelé à rester, et non à ceux d'un régime éphémère. Nous affirmons que la construction de ces relations consacrera la souveraineté totale de la Syrie et qu'en

même temps, elle mettra fin à l'effusion du sang des Syriens.

8. L'affirmation que la libération de notre territoire occupé et notre soutien au peuple palestinien en lutte pour son autodétermination ne peuvent faire l'objet de marchandages dans la conduite de notre révolution.
9. Nous sommes plus que jamais déterminés à atteindre les objectifs de la révolution en comptant sur les forces du fantastique peuple syrien lui-même et nous faisons endosser au régime toute la responsabilité du risque d'intervention militaire étrangère dans la mesure où il pousse à une option sécuritaire sauvage et refuse d'entendre les revendications du peuple syrien.
10. Nous, « Coalition Watan », à l'instar d'autres forces, expressions politiques et organisations de la société civile, nous cherchons à bâtir différents niveaux de coordination dans nos orientations et nos activités, en fonction des exigences, en commençant par des avancées sectorielles et politiques communes, pour nous ouvrir enfin sur les perspectives les plus larges en termes de coopération, de collaboration et d'unité, la porte restant ouverte à la participation de tous les individus, forces et groupes qui soutiennent la révolution. Gloire éternelle à nos martyrs innocents. Liberté pour nos détenus. Rétablissement de nos blessés. Victoire de la volonté populaire.

« Coalition Watan »
Damas, le 13 février 2012

SCHLUMBERGER-ÉGYPTE
Solidarité avec les salariés licenciés !

Un rassemblement a eu lieu à Paris en solidarité avec quatre salariés licenciés pour activité syndicale. Voici des extraits du compte-rendu adopté par les organisateurs.

À l'appel d'Égypte-Solidarité¹, un rassemblement d'une cinquantaine de personnes a eu lieu vendredi 17 février devant le siège social parisien du groupe Schlumberger². Elles exigeaient la réintégration de quatre salariés licenciés pour avoir voulu construire une organisation syndicale dans la filiale égyptienne. Une délégation a été reçue par la direction du groupe. La direction a notamment déclaré avoir pour politique de se conformer aux lois en vigueur localement, et avoir diligenté une enquête pour vérifier si celles-ci avaient bien été respectées par la direction de la filiale égyptienne. La délégation lui a suggéré de proposer à des juristes ayant la confiance des syndicalistes indépendants de mener cette enquête de façon contradictoire. La direction nous a confirmé que « des procédures juridiques sont actuellement en cours devant les autorités compétentes, et que Schlumberger appliquera leurs décisions. » La délégation lui a répondu que personne ne savait quand la justice rendrait son verdict, et qu'en attendant, plusieurs familles étaient privées de revenus depuis près d'un an. D'après le groupe Schlumberger, ces licenciements seraient intervenus avant que le syndicat ne soit constitué, la lettre de déclaration étant parvenue au ministère le 20 juillet. La délégation lui a rétorqué que, dans la mesure où la promulgation de la loi sur la liberté syndicale était sans cesse repoussée, constituer un syndicat était toujours un véritable parcours du combattant. Du temps s'écoulait nécessairement entre le moment où étaient entreprises les premières démarches et celui où les éléments nécessaires étaient réunis pour envoyer la lettre au ministère. La constitution du syndicat avait en fait commencé depuis avril avec l'organisation des premières réunions à cet effet. Or, la première lettre de licenciement, touchant Mohamed Abdel Rahman, secrétaire général, est partie le 11 mai. Le licenciement de Mohamed Essam, président du syndicat, est par ailleurs arrivé le 3 juillet, jour où était organisée la première assemblée du nouveau syndicat. Il y a donc bien eu une relation de cause à effet entre le processus de constitution du nouveau syndicat et ces deux licenciements. Il en va de même pour ceux qui les ont suivis les 7 et 12 juillet, ces fois-ci sans lettre de licenciement (Ayman Abd Elmonem et Hosam Al-den Mostafa). La direction affirme que le dialogue social existerait entre la direction de la filiale et des représentants syndicaux « dûment élus ». Nous lui avons déclaré que ces élections avaient été entachées de fraude. En 2006, par exemple, il n'y avait eu que quatre candidats pour les quatre postes à pourvoir dans l'établissement de Qatamia. Trois autres candidatures avaient en effet été refusées par les services de la « Sécurité d'État » de la dictature, ainsi que les responsables du syndicat affilié à la centrale officielle. Nous avons rappelé que les dirigeants de cette dernière avaient été démis de leurs fonctions en août dernier par la justice, notamment pour fraude électorale. En final, la délégation a souligné que le groupe Schlumberger devait anticiper sur la future législation et réintégrer immédiatement les quatre salariés licenciés. Elle démontrerait ainsi clairement sa volonté de respecter les normes de l'OIT, ainsi que son propre Code d'éthique.

1. <http://egyptesolidarite.wordpress.com/>
2. Avaient notamment répondu à cet appel l'Union syndicale Solidaires, Solidarité socialiste avec les travailleurs iraniens (SSTI), Alliance internationale en défense des travailleurs en Iran-Paris, Attac, NPA, PCF.

Les grévistes du 92 posent la question du regroupement des luttes. Les facteurs de Nanterre (Hauts-de-Seine) sont en grève depuis le 16 janvier contre la suppression de six emplois et pour la titularisation des contrats précaires. Face à la volonté de la direction de leur infliger une défaite exemplaire, les grévistes ont fait le choix de l'extension du conflit. Désormais, la grève s'est étendue à Malakoff, Vanves, Montrouge et menace de toucher d'autres centres. La direction de La Poste du 92 n'est pas seule à se sentir concernée par le conflit: la direction nationale a fait mobiliser deux cars de CRS pour protéger les bâtiments du siège du courrier!

Pourquoi la direction de la plus grande entreprise de France a-t-elle peur d'une petite centaine de grévistes de banlieue parisienne? Parce qu'ils sont porteurs de l'idée du regroupement des luttes, de l'extension des conflits locaux.

Des centaines, des milliers de postierEs ont lutté ces dernières années, mais en ordre dispersé. Des grèves de plus en plus dures, mais qui ont parfois réussi à stopper provisoirement l'avancée du rouleau compresseur, ont démontré qu'il était possible de faire reculer la direction.

Les plans d'austérité en préparation sont évidemment une raison sérieuse de s'attendre à une offensive d'ampleur contre les postierEs comme le reste de la classe ouvrière.

Jusqu'à maintenant, la direction de La Poste a pu faire passer pour l'essentiel ses réorganisations sans qu'il y ait de réaction massive des postierEs au niveau national. Pourquoi? Parce qu'elle les a menées métier par métier, bureau par bureau, et qu'aucune direction syndicale ne s'est donnée les moyens d'organiser l'affrontement à l'échelle nationale. C'est ce qui explique le caractère dispersé des luttes.

Mais la situation est en train d'évoluer. Tout d'abord, la direction va désormais mener des réorganisations en permanence, c'est la «modernisation continue». La division entre bureaux passant en réorganisation et bureaux épargnés est en train de s'effacer. Bientôt, tous les postierEs vont être en état de réorganisation permanente. La question d'une bagarre d'ensemble va inévitablement se poser.

Cela ne se fera pas en un jour, mais il faut s'y atteler dès maintenant. Les grévistes de Nanterre sont passés aux travaux pratiques: ils se sont mis en grève sur leurs propres revendications, ont cherché à étendre leur conflit. Et ils ont adopté un appel à regrouper les bagarres. Popularisons cet appel dans nos réseaux militants: c'est ce type d'initiatives qui permet de préparer le terrain à un affrontement général, à La Poste et dans l'ensemble du monde du travail.

Pour aider les grévistes à tenir: chèques à l'ordre de SUD Poste 92 à envoyer à SUD Poste 92, 51, rue Jean-Bonal 92250 La Garenne-Colombes, mention «Soutien aux grévistes» au dos.

ArcelorMittal: l'éternelle lutte du capital contre le travail

Lundi 20 février, les salariés du site ArcelorMittal de Florange (Moselle), occupant 2 500 travailleurs, ont investi les locaux de la direction du site. Après l'arrêt de la phase chaude dont le dernier haut-fourneau lorrain en octobre dernier, toute la pérennité du site est en jeu. Les travailleurs, menés en bateau par une direction qui ne donne aucune info pour les mois à venir, oscillent entre rumeur de redémarrage et arrêt définitif. Une fois de plus, le contexte de crise est avancé. Or, la demande d'acier ne cesse d'augmenter à travers le monde, et l'entreprise a engrangé 10 milliards de dollars de bénéfice net pour l'année 2011 et près de 33 milliards depuis 2007, avec une fortune personnelle de M. Mittal estimée à 80 milliards de dollars! Vous avez dit crise?

Dans une Europe où subsistent encore quelques acquis sociaux, ArcelorMittal préfère aller produire là où la main-d'œuvre est moins coûteuse et plus docile (Kazakhstan, Inde ou encore Brésil où l'exploitation minière contribue au massacre de la forêt amazonienne).

Les attaques que subissent les salariés de Florange ne font que s'ajouter à toutes les autres vécues par les travailleurs européens du groupe: 600 personnes en chômage partiel au Luxembourg depuis juin, 3 000 emplois en sursis en Belgique après la fermeture de deux hauts-fourneaux à Liège, 290 personnes en Espagne après la fermeture du laminoir de produits longs à Madrid... Partout la direction laisse les travailleurs dans le flou et les rumeurs s'installer: redémarrera, redémarrera pas?

Et à qui cette entreprise «en crise» fait appel pour payer ses salariés? Aux États, avec notre argent public!

L'ampleur internationale des attaques actuelles, qui ne vont pas s'arrêter de sitôt, doivent être l'occasion d'une mobilisation au-delà des frontières nationales. Le 7 décembre dernier a été l'occasion d'une journée d'action européenne avec l'arrêt de la production sur l'ensemble des sites européens. Cette action est un pas dans la bonne direction mais ne suffira pas si la lutte n'est pas maintenue dans le temps. C'est toute la logique capitaliste du mode de production qui doit être revue à travers un combat qui ne pourra être qu'internationaliste. N'attendons pas quelque élection pour croire que M. Mittal fléchira. Ni la droite ni la gauche institutionnelle ne se sont opposées un jour à l'économie de marché. C'est en se réappropriant aujourd'hui l'outil de production que nous reprendrons nos vies en main: que voulons-nous produire, par qui, comment, en quelle quantité?

Nous poursuivrons dans les mois à venir notre action devant les sites d'ArcelorMittal, en France comme au Luxembourg. Travailleurs de Florange, Liège, Luxembourg, Madrid... Unissez-vous!

Comité NPA Transfrontalier Longwy-Luxembourg

PSA AULNAY Non à la fermeture

De l'avis des militants locaux, Aulnay-sous-Bois (93) n'avait pas vu 2 000 manifestantEs dans ses rues depuis 1968. Une belle manifestation pour amplifier la mobilisation contre la fermeture programmée par la direction de PSA. L'usine ne compte plus que 3 300 salariéEs contre 5 000 en 2004, avec un volume de production divisé par deux. Le gros du cortège était fourni par les salariéEs, leurs familles, voisins et amis. Tous sont conscients que la fermeture du site d'Aulnay, c'est 500 familles de la ville et des milliers aux alentours qui se retrouveraient sans ressources. Car 3 000 suppressions d'emplois directs, cela représente près de 10 000 emplois indirects. Viennent ensuite de nombreux militants des autres usines du groupe: Rennes, Poissy, Sochaux, La Garenne. En effet, les réductions d'effectifs touchent tous les établissements avec la liquidation de centaines d'emplois de CDD, intérimaires et prestataires dans et hors production.

Si toutes les organisations syndicales de l'usine, CGT, Solidaires,

CFDT, CFTC, CGC, FO et SIA (syndicat «indépendant» majoritaire) ont appelé à la manifestation, leur présence a été volontairement discrète pour préserver l'unité réalisée jusqu'à maintenant dans la mobilisation. La fin du cortège a vu se succéder le PCF, le PG, EÉ-LV, le PS, LO et le NPA.

Après une très longue marche dans la ville d'Aulnay, la manifestation s'est regroupée sur la place de la mairie. Après la présentation de la lutte par Jean-Pierre Mercier, délégué syndical CGT de l'usine, se sont succédés les représentants de tous les syndicats du site, le maire d'Aulnay et les porte-parole des organisations politiques présentes à la manifestation.

Tous les intervenants ont dénoncé les méthodes de gestion de la direction de PSA qui, après avoir caché ses projets puis les avoir minimisés, est maintenant passée à leur mise en œuvre cynique, entraînant déjà des centaines de suppressions de poste de travail tout en surchargeant les salariés épargnés.

Si le renforcement de la mobilisation sur le site d'Aulnay



Aulnay, 18 février. Manifestation de soutien aux salariés de PSA. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

est la priorité pour tous, il est incontournable de construire l'unité dans la lutte de tous les sites concernés immédiatement tels que ceux de SevelNord et de Madrid. Et au-delà, tous les sites de PSA, équipementiers et sous-traitants compris, et plus largement toute la filière automobile. Ce fut le sens de l'intervention de Philippe Poutou insistant sur la nécessaire combinaison des luttes, des mobilisations qui existent depuis les postiers jusqu'aux sidérurgistes de Florange, en passant par ceux

de Fralib. Philippe insiste sur la dimension internationale des révoltes qui se développent face à une crise qui conduit chaque jour à des attaques de plus en plus importantes contre les travailleurs et les peuples. Si, comme le crient ceux de Florange et d'Aulnay, ils ont la volonté de devenir «le cauchemar du gouvernement», nous devons, comme l'a suggéré Philippe, être les cauchemars de tous les gouvernements, FMI et autre Banque mondiale qui veulent nous faire payer leurs crises. **Robert Pelletier**

ACTA: la dictature des marchés

ACTA est prétendument un accord contre les contrefaçons, pour protéger les créateurs et créatrices, pour protéger l'emploi «chez nous». Dans la réalité, c'est un accord pour défendre les profits des multinationales. Surprise! Défendre les multinationales a des conséquences dramatiques sur les populations. ACTA et les accords de libre-échange négociés actuellement par la Commission européenne auront des conséquences directes sur la survie de centaines de milliers voire de millions de personnes.

De quoi s'agit-il? Des accords commerciaux globaux (ACTA est négocié actuellement entre les pays riches) ou bilatéraux (imposés par la Commission européenne à un pays comme l'Inde), visent à prolonger les brevets et protéger l'exclusivité des données. Cela protégerait les multinationales du divertissement (on ne parlera pas de culture) en rendant le téléchargement illégal, l'industrie du luxe mais aussi l'industrie pharmaceutique. Depuis les années 2000, l'introduction des génériques - copies chimiquement identiques aux produits de marque -, en faisant baisser

drastiquement le prix des médicaments, a donné accès aux soins à des millions de malades dans le monde. Aujourd'hui, les vies de 80% des personnes qui, en Afrique, prennent un traitement contre le sida, dépendent des médicaments génériques produits en Inde. Malgré ces progrès, 15 000 personnes meurent chaque jour du sida, du paludisme, de la tuberculose. Si ACTA était appliqué, si les accords de libre-échange étaient signés, les prix des traitements dans le monde augmenteraient, et avec eux le nombre de morts. Au cours des 20 dernières années, l'Inde s'est imposée comme le premier fournisseur mondial de médicaments. Ses laboratoires, spécialisés dans la production de génériques, ont permis de fournir des traitements à des pays qui en auraient été privés faute de moyens. C'est le cas notamment de tout le continent africain. À l'heure actuelle, plus de 50% des médicaments distribués par l'Unicef viennent d'Inde. Sous la pression de la production de génériques, le prix des médicaments a chuté de plus de 90% en quelques années. Malgré cette baisse des prix, les profits de l'industrie

pharmaceutiques ont continué de flamber, montrant que l'on pouvait baisser les prix et maintenir l'emploi, au Nord comme au Sud, à condition de s'attaquer aux profits. On comprend l'intérêt pour les multinationales de l'industrie pharmaceutique d'accords qui empêchent la production de génériques redonnant des marges de profit faramineux. On voit aussi l'ampleur des crimes induits par ces accords. Les pays riches s'étaient engagés à assurer l'accès universel aux traitements contre le sida en 2010. En 2012, à peine 40% des malades dans le monde ont accès aux traitements. L'application des accords bilatéraux avec l'Inde et/ou d'ACTA auraient comme conséquence des centaines de milliers voire des millions de morts supplémentaires dans les années à venir.

La lutte contre ACTA n'est pas seulement une question de liberté d'expression. Les dirigeants des pays riches de la planète et les multinationales démontrent avec ces accords que marchés = dictature = mort. À nous de montrer avec nos luttes qu'action = démocratie = vie. **Denis Godard**

Air France: le bras de fer continue

Le 6 février, nous étions 200 de l'industriel Air France Orly Nord à rejoindre le rassemblement sur l'aéroport. Le 10 février, tandis qu'à Roissy, plusieurs centaines de salariés envahissaient la session du comité central d'entreprise (CCE) et expulsaient la direction, nous étions 300 à défilé. Et le 16 février, nous étions 400 à nous rassembler. À l'image de la mobilisation dans ce centre, la crise grandit à Air France. Le nouveau PDG, M. de Juniac (l'homme à 900 000 euros), veut appliquer sa thérapie de choc. Depuis quelques semaines, la direction de la compagnie, à travers le plan Transform 2015, a lancé une offensive frontale contre nos salaires, nos emplois et les avantages acquis de longue date et présents dans divers accords qui sont en cours de dénonciation (convention commune, conventions personnelles au sol, navigants commerciaux, navigants techniques, APDP, accords RTT). Cette offensive se mène sous le couvert du remplacement de M. Gourgeon par M. de Juniac. Ce changement de tête est l'occasion d'accélérer brutalement des gains de rentabilité. Les chiffres des résultats 2010/2011 et des deuxième et troisième trimestres 2011

sont présentés par les mêmes responsables de façon diamétralement opposée... Ce qui était un résultat en nette amélioration hier devient soudain une situation catastrophique. La même dette du groupe, présentée hier comme maîtrisée, devient aujourd'hui insupportable.

Le PDG a annoncé deux ans de blocage des salaires, zéro avancement pour tout le monde, et déclaré vouloir dénoncer tous les accords collectifs, salaires et temps de travail, pour plus de flexibilité.

La mobilisation a fait dérailler ce discours. Et les révélations sur les billets gratuits dont bénéficient les hauts dirigeants alimentent la révolte. Après les billets de l'ex-PDG Gourgeon pour l'île Maurice, on apprend qu'untel est parti pour Singapour, qu'un autre va aux Antilles, le tout aux frais de la princesse et en classe de luxe. Fait unique, des salariés ont distribué un tract aux passagers de l'avion AF3592 ou s'envolait Gourgeon, dénonçant sa prime de départ à 1,4 million d'euros.

La direction multiplie les manœuvres: elle annonce reculer peut-être sur la dénonciation de tous les accords, mais en échange voudrait soumettre les syndicats à un accord de

méthode qui entérine avant toute négociation, des gains de productivité de 20% obtenus par «le freinage de l'accroissement du GVT et de la masse salariale, l'augmentation de la productivité des heures travaillées» et la mise à plat de nombreux acquis de nos accords et conventions.

Le contraste est fort entre une base très remontée, et des syndicats qui vont en ordre dispersé quémander des aménagements, voulant sauver leurs pratiques clientélistes, et acceptant d'importants reculs, à l'image de l'accord signé en cachette en janvier par la CGT, la CFDT et l'Unsa, acceptant la sous-traitance d'une partie de l'activité piste, et des vacances de 9h56 le matin (où il y a le plus de trafic) et de 6 heures le soir (pour payer moins d'heures de nuit). Les salariés ont créé un «collectif des agents de piste en colère», dénonçant cette trahison.

Le syndicat SUD, principal syndicat sur les 8 000 salariés de l'industriel, mais non représentatif sur l'ensemble des 55 000 salariés de l'entreprise, mène bataille pour que se crée une intersyndicale sur le groupe, sous contrôle des salariés. **Jo Gost**

Le procès de la spéculation en Corse

Le 15 février, un rassemblement de soutien avait lieu devant le tribunal de grande instance (TGI) de Toulon, auquel ont participé une douzaine de militantEs NPA du Var (dont Alain Krivine), le PS, LO, La Valette Écologie et quelques Corses vivant en France. Anna Laura Cristofari, porte-parole du Collectif de Calvi contre la spéculation et pour le droit au logement, comparaisait pour propos diffamatoires par la sénatrice-maire UMP Christiane Hummel de La Valette et la société d'économie mixte Semexval dont elle est PDG (voir *Tout est à nous!* n°99 et 132). Au même moment une quarantaine de personnes se rassemblaient en Corse en signe de solidarité devant la sous-préfecture de Calvi. Corsica libera, parti nationaliste corse, a apporté son soutien à Anna Laura par voie de communiqué. D'entrée de jeu, M^e Pozzi-Pasquier considère qu'il s'agit pour les demandeurs de périaliser le débat public. Il soulève plusieurs points de droit qui sont selon lui autant d'exceptions de nullité rendant impossible tout jugement sur le fond, par exemple que les statuts de la

Semexval n'autorisaient pas Mme Hummel en tant qu'élue à agir au nom de l'entreprise. Ces points de procédure seront joints au fond, le président du tribunal voulant que les arguments sur le fond soient débattus afin de ne pas allonger les délais du jugement. L'avocat des demandeurs parle de « *d'insinuation* » diffamatoire sanctionnée par la loi sur la presse, de manque de faits objectifs. Bref, Anna Laura aurait « *manqué de prudence* » en laissant entendre que Mme Hummel pouvait être liée à la mafia sicilienne. Alors que l'expression « *politico-maffieux* » portait sur le contexte général en Corse et que les pratiques en question ne sont pas l'apanage de Cosa Nostra, loin s'en faut. Anna Laura, en tant que porte-parole d'A Manca, mène depuis longtemps la charge contre les dérives liées à une politique néolibérale en Corse basée sur le tout-tourisme et le BTP, elle sait de quoi elle parle quand elle s'attaque à la spéculation immobilière. C'est donc en connaissance de cause que M^e Prosperi, avocate nationaliste du barreau de Bastia, a développé de son côté une défense

très politique et très argumentée sur la situation concrète dans l'île et a évoqué des faits où l'opacité règne en maître sur les opérations immobilières en Corse. Elle souligne combien le peuple corse lutte pour sa survie et que « *les nouveaux envahisseurs* » sont ceux « *qui sont en quête de profits colossaux* » sur le dos du peuple corse. Et cela passe par la remise en cause de plus en plus fréquente de la loi de protection du littoral pour le développement d'un tourisme de luxe, alors que les gens aux moyens financiers insuffisants ne peuvent pas se loger à des prix corrects. Elle argumente ensuite sur la procédure de la convention de développement passée avec la filiale de la Semexval, la vente de terrains dont les surfaces augmentent sans nouvelle enquête publique et dont les prix très avantageux seraient pour le moins sujets à caution. Opacité avérée donc. On verra bien si les spéculateurs peuvent à loisir instrumentaliser la justice pour tenter de faire taire leurs détracteurs. Jugement attendu le 7 mars.

Desmé Daniel

D'Athènes à Paris: reprenons le contrôle!

Le 18 février, des rassemblements et manifestations de solidarité avec le peuple grec ont eu lieu à travers l'Europe et dans de nombreuses villes de France. Ces initiatives doivent être comprises bien au-delà du soutien à un peuple qui se fait écraser par la Troïka. Si elles doivent s'amplifier, c'est parce que la Grèce est un laboratoire des attaques qui attendent les salariéEs avec ou sans emploi, les retraitéEs et les étudiantEs au Portugal ou en Espagne... Mais aussi en France. Sous un gouvernement de droite, comme de gauche. À l'heure où le gouvernement décide par procédure d'urgence de faire voter la TVA antisociale à l'Assemblée nationale ou encore l'institutionnalisation du Mécanisme européen de solidarité, il suffit de voir le peu de réaction du PS, votant contre le premier tout en ne participant à aucun cadre de mobilisation pour s'y opposer, et s'abstenant sur le deuxième. Pourtant, partout en Europe, les richesses existent pour éviter les plans d'austérité mis en œuvre au nom du paiement de la dette et de la réduction des déficits budgétaires. Il nous faut donc sans attendre organiser la riposte. En France, plus de 100 collectifs unitaires contre la dette existent. Dans plusieurs villes, ils ont pris l'initiative des rassemblements de solidarité avec le peuple grec, comme à Rouen ou à Strasbourg. À Marseille, des centaines de personnes ont pu entendre une militante grecque témoigner lors d'un meeting organisé par le collectif, comme ce sera le cas à la Bourse du travail de Paris le 5 mars. Des

exemples à généraliser. De plus, le collectif national appelle à intervenir dans les manifestations à l'appel de la Confédération européenne des syndicats le 29 février, à une semaine d'action contre l'austérité, le Pacte budgétaire, et en solidarité avec le peuple grec la semaine du 5 au 12 mars, à la grande manifestation européenne prévue à Francfort dans la deuxième quinzaine de mai, et à une assemblée des collectifs fin juin. Autant d'échéances permettant de poursuivre le travail militant des collectifs, d'en créer et de les développer. Le NPA souhaite porter dans cette campagne unitaire la nécessité et la possibilité par exemple d'annuler la dette et de mettre en place un service unique du crédit, mais aussi d'organiser notre camp social selon ses propres intérêts. Car à un rythme accéléré, les mobilisations en Grèce sont porteuses d'un débat de société incontournable aujourd'hui: qui décide de notre avenir? Le rejet de la Troïka et du diktat imposé par le tandem Sarkozy/Merkel pousse ainsi certains courants de gauche en Grèce à promouvoir une « *union sociale et patriotique* » pour sortir de la crise. D'autres militantEs favorisent l'émergence de formes de contrôle par la population elle-même. Les assemblées interprofessionnelles de salariéEs sont de plus en plus massives, et deux exemples de la dynamique en cours méritent d'être soulignés: les salariéEs du journal *Eleftherotypia*, dont le patron qui leur devait 7 millions d'euros en salaires impayés s'est réfugié derrière l'article

99 du code des mises en faillite, ont créé leur propre journal, l'*Eleftherotypia des travailleurs*; les travailleurEs hospitalierEs de Kilkis, au nord de la Grèce, ont occupé leur hôpital et proclamé que celui-ci était désormais sous contrôle ouvrier.

Les collectifs contre la dette peuvent permettre de favoriser cette option: que la population reprenne le contrôle idéologique, économique et politique de la société. Rejoignez un collectif, organisons ensemble la riposte, reprenons le contrôle!

www.audit-citoyen.org

Vanina Giudicelli



(PHOTO THÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

TRIBUNE DE LA GAUCHE ANTICAPITALISTE Réorientons le NPA, vite!

La crise économique s'accélère et s'approfondit. La zone euro traverse une zone de tempêtes à laquelle il n'est pas du tout certain qu'elle survive. La Grèce fait aujourd'hui figure de laboratoire pour les bourgeoisies européennes, qui y testent leurs capacités à imposer des plans d'austérité d'une violence inconnue sous nos latitudes, nourrissant la colère contre la « *Troïka* » et ses relais locaux. Les classes dominantes naviguent à vue, cherchant à préserver leurs intérêts. Mais la crise est un puits sans fond et s'ouvre pour les peuples une période d'incertitude sociale et politique majeure. Nous ne connaissons pas les bouleversements à venir, et ne disposons d'aucun schéma préétabli pour y faire face. Dans ce cadre, on a vu l'an dernier les peuples du monde arabe reprendre l'offensive face à des dictateurs corrompus. Ce cycle n'est pas clos, mais le processus révolutionnaire est confronté à des difficultés majeures. En France, la morsure de l'extrême droite sur les classes populaires, les conclusions qu'en tire une droite en quête de base sociale, indiquent clairement l'un des principaux enjeux de l'heure: il ne faut pas hésiter une seconde à battre la droite. L'autre urgence, c'est la constitution d'un bloc de gauche anticrisis, qui rassemble courants politiques, animateurs et animatrices de mouvements

sociaux, syndicalistes, militantEs des quartiers populaires, intellectuelEs critiques, mouvements de jeunes, courants écologistes radicaux, décidés à lutter pied à pied contre l'austérité, qu'elle soit de droite ou de gauche. Ce bloc ne doit pas se cantonner au terrain des mobilisations sociales, évidemment indispensables, mais aussi occuper le champ électoral. Il doit constituer un front de résistance, autour d'un programme de rupture avec le capitalisme sur les questions sociales, démocratiques et écologiques. Il doit se coordonner avec les forces qui lui ressemblent partout en Europe. Cette perspective signifie une réorientation unitaire globale des anticapitalistes avec deux objectifs combinés: - l'insertion des anticapitalistes dans un large bloc de gauche anticrisis; - la construction d'un pôle, à l'intérieur de ce front, d'une nouvelle force anticapitaliste, plus large politiquement que le NPA, c'est-à-dire ne se résumant pas à l'unité des révolutionnaires. En raison de l'orientation désastreuse mise en œuvre par la majorité de direction depuis le mois de juin, le NPA s'est mis dans l'incapacité de peser sur la situation durant la séquence présidentielle (et au-delà si les choix isolationnistes se poursuivent). Le NPA doit d'urgence se réorienter. Lors

des législatives, il doit se doter d'une politique de rassemblement et mener une bataille publique, pour que toutes les forces voulant battre la droite et l'extrême droite, et contestant à gauche l'orientation défendue par François Hollande, fassent entendre ensemble leur voix et soient dans le champ politique électoral, en étant de fait une opposition de gauche aux politiques d'austérité. D'autant que nous serons alors face à une nouvelle donne: nous saurons qui l'aura emporté en mai, mais aussi, en cas de victoire du PS, qui composera un gouvernement sous la présidence de Hollande. Cette bataille publique viserait ainsi à donner une expression unifiée sur le terrain électoral au refus du diktat des marchés financiers et de la dette qui s'exprime d'ores et déjà dans la campagne unitaire pour l'audit citoyen. Sur la base de cette clarification, après les législatives, le NPA doit se mettre en ordre de bataille pour avancer vers le bloc « *anticrisis* » qui sera alors nécessaire. Les militantEs du NPA doivent avoir la possibilité de faire ce choix à l'occasion d'une échéance nationale extraordinaire dans un délai très rapproché. Le CPN de mars doit permettre de prendre cette décision.

www.gauche-anticapitaliste.org

S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
N° DE COMPTE
CLÉ RIB
Date :
Signature :

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- | | | |
|-----------------|---------------------------------------------|--------------------------------------------|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
28 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
56 euros |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
22 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
44 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
50 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
100 euros |

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- | | | |
|-----------------|---------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
20 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
40 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
38 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
76 euros |

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Les défenseurs de la maternité de Carhaix condamnés.

La cour d'appel de Rennes, par un arrêt rendu le 16 février, a condamné deux militants de Carhaix, dont un élu de la municipalité, à 2 500 euros d'amende chacun, aggravant la peine prononcée par le tribunal qui était de 150 euros. Ils étaient accusés de « dégradations » à l'occasion de manifestations pour la défense de la maternité.

Cette lutte exemplaire qui avait rassemblé et mobilisé des milliers de personnes, salariées et usagers de l'hôpital, simples citoyens ainsi que la municipalité de Carhaix, avait fait reculer le ministère et l'agence régionale de santé. Il est évident que cette condamnation vise à criminaliser les militants qui résistent, le mouvement social et les luttes en cours. La lutte menée en 2008 a abouti puisqu'aujourd'hui encore la maternité et la chirurgie continuent à fonctionner à l'hôpital de Carhaix.

La France forte.

Il paraît que Sarkozy 2012 est proche du peuple et il ne cesse d'ailleurs de fustiger « les corps intermédiaires », obstacles à la démocratie. C'est certainement pour l'exercice plein et direct de la démocratie que La France forte se permet d'envoyer à des citoyens qui n'en demandaient pas tant des mails s'apparentant à des spams intitulés : « J'ai besoin de vous pour la France forte ». En 2006 et 2009 déjà, la Cnil avait pointé du doigt ces manœuvres de l'UMP flirtant avec l'illégalité. En effet, certaines adresses ont été vendues à l'UMP

par des sociétés commerciales sans que les internautes ne donnent leur accord.

Le QG de campagne de Sarkozy dans le 15^e : un « quartier de classes moyennes » ou de riches ?

En inaugurant son quartier général de campagne à Paris, le candidat Sarkozy ose, sans rire, en faire un étendard des « classes moyennes » : « les gens à qui je veux parler d'abord » dit-il. Rappelons que le prix du mètre² dans le 15^e est en moyenne de 8 700 euros ! Et on n'y trouve pas beaucoup de classes moyennes ni de classes populaires d'ailleurs : 31 % de cadres (8 % en moyenne en France, recensement 2008) pour 3 % d'ouvriers et 12 % d'employés. C'est aussi dans ce quartier des « ministères » un revenu net moyen déclaré par foyer fiscal de 38 000 euros pour une moyenne française de 23 000 euros. On comprend donc bien que lorsque Sarkozy parle de « couches moyennes », c'est aux plus riches qu'il pense d'abord !

Sursis pour les militants de Greenpeace.

Le 21 février, le tribunal correctionnel de Troyes (Aube) s'est déclaré « incompétent » pour juger les militants de Greenpeace qui s'étaient introduits dans la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine pour dénoncer les failles dans la sécurité. Lors du procès qui s'est tenu le 20 janvier, le procureur avait requis des peines de quatre à six mois de prison avec sursis, assorties d'amendes de 1 000 à 1 500 euros, pour chacun des

prévenus. Le délit retenu était « violation de domicile et locaux professionnels et dégradations en réunion ». Le tribunal a estimé que le chef d'accusation aurait plutôt dû être « introduction non autorisée dans un bâtiment intéressant la défense nationale ». Du coup, les militantEs viennent d'obtenir un sursis de fait. Le Parquet dispose de dix jours pour faire appel.

Pantouflage. Si la nomination de Borloo à la tête de Veolia Environnement a échoué pour avoir été dévoilée un peu trop tôt, Alain Minc, lui s'en sort bien. L'économiste, fervent défenseur de Sarkozy, a trouvé un refuge douillet : il vient d'être nommé à la tête des autoroutes Sanef, filiale française de la société espagnole Abertis, qui gère les autoroutes de l'est et du nord de la France. La crise, ce n'est pas pour tout le monde...

Fin de grève pour Khader Adnan.

Après 66 jours, Khader Adnan a arrêté sa grève de la faim, mardi 21 février. Militant du Jihad islamique en Cisjordanie, il a été arrêté le 17 décembre lors de l'invasion nocturne de sa maison dans un village, près de Jenine, par des soldats masqués de l'armée israélienne. Il a subi des violences lors de son transport au centre de détention de Kishon et il a été placé ensuite en « détention administrative » pour quatre mois, sans chef d'accusation, peine confirmée le 7 février. Refusant cet arbitraire et les mauvais traitements, ce militant

de 33 ans, père de deux jeunes enfants, avait cessé de s'alimenter dès le 18 décembre. Son état est aujourd'hui critique. Selon le porte-parole du ministère de la Justice israélien, sa détention administrative ne devrait pas être prolongée et il devrait être libre le 17 avril. Son combat soulève la question de la détention administrative en vertu de laquelle les personnes peuvent être incarcérées sans inculpation ni jugement pour des périodes de six mois renouvelables indéfiniment. Ce régime de détention concernerait plus de 300 prisonniers palestiniens.

500 universitaires contre l'interdiction d'un colloque à Paris 8.

Cédant aux pressions du Crif, le président de l'université de Paris 8 a retiré l'autorisation d'y tenir un colloque dont le thème est la politique d'Israël. Mardi 21 février, une rencontre n'a pas permis de le faire revenir sur sa décision, mais le colloque devrait néanmoins se tenir dans les locaux de l'université ou dans un autre lieu qui sera précisé très prochainement.

La censure du Crif relayée par le président de Paris 8 a donné lieu à une large réaction. Ainsi, la lettre que nous publions ci-dessous a déjà été signée par plus de 500 universitaires et chercheurs et des centaines d'autres personnes. « À l'attention de Pascal Binczak, Président de l'Université Paris 8 Monsieur le Président, Nous tenons par la présente à vous faire part de notre consternation suite à votre décision de retirer l'autorisation que vous aviez préalablement accordée à la tenue du colloque « Des nouvelles approches sociologiques, historiques et juridiques à l'appel au boycott international. Israël : un État d'apartheid ? », qui devait se tenir les 27 et 28 février prochains dans votre établissement.

Cette décision nous semble particulièrement grave puisqu'elle met en péril la liberté d'expression et les libertés académiques. Les motifs que vous invoquez, et notamment le risque de « troubles à l'ordre public », ne nous semblent guère convaincants au regard des implications de votre décision.

Nous avons en effet appris que la direction de l'Université avait pris connaissance du programme du colloque et de la liste des intervenants avant de donner son accord, et que le Fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes avait même attribué une subvention de 2 500 euros à l'initiative. C'est donc bien suite à des pressions, voire des menaces venues de l'extérieur que vous avez décidé de faire machine arrière. Cela nous semble particulièrement préoccupant : l'Université doit-elle se soumettre aux pressions politiques, de quelque ordre qu'elles soient ? N'est-ce pas précisément sa fonction que de permettre que les libertés académiques puissent s'exercer dans les meilleures conditions ? Nous ne partageons pas nécessairement les vues et les objectifs du colloque des 27 et 28 février. Mais l'essentiel n'est pas là. Ce qui est en jeu est en effet le droit de mettre en débat dans l'espace public, en l'occurrence dans ce lieu symbolique qu'est l'Université, des travaux et des opinions qui méritent

d'être entendues et qui ne sont en aucun cas répréhensibles d'un point de vue légal. Que le Crif ne souhaite pas que certaines positions soient défendues est une chose. Qu'une institution universitaire cède à la pression et aux menaces en est une autre. Imaginerait-on un colloque sur le Tibet annulé au motif que des représentants officiels ou officieux du gouvernement chinois menaceraient de troubler l'événement ? Monsieur le Président, il n'est pas trop tard pour reconsidérer votre décision. Ce serait au contraire tout à votre honneur de revenir à votre position initiale en permettant à ce colloque de se dérouler dans votre établissement, dont chacun mesure le précieux héritage, et de refuser de céder aux injonctions des adversaires de la liberté d'expression. » Pour signer la lettre ouverte, écrire à censurecolloqueparis8@gmail.com.

Parrainages, le Conseil constitutionnel persiste.

Mardi 21 février, comme prévu, le Conseil constitutionnel vient de rendre sa décision concernant la Question préliminaire de constitutionnalité déposée par le FN. Il s'agissait d'annuler la partie du texte qui prévoit la publication des noms des maires donnant leur parrainage. Sans grande surprise, le Conseil a déclaré la disposition valide dans le cadre de la transparence des institutions. Pour le NPA, ce n'est pas cette publicité qui est antidémocratique mais bien le système entier de parrainage qui donne une prime aux partis représentés dans les institutions. La vraie démocratie serait bien que ce soit à la population de décider. Mais dans ce pays, elle n'a pas voie au chapitre.

La revue Contretemps a besoin de vous !

Besoins et chères camarades, fondée par Daniel Bensaid en 2001, la revue *Contretemps* propose depuis dix ans un précieux regard critique sur l'actualité, mais aussi sur des questions qui ne sont guère traitées par les médias dominants. À la revue papier trimestrielle s'est ajoutée une revue web, actualisée plusieurs fois par semaine. Mais bien que l'ensemble de nos contributeurs/trices soient des bénévoles, ce projet est aujourd'hui menacé et nous avons besoin de votre aide. L'embauche en contrat aidé d'un webmaster pour développer le site lui a permis de prendre un nouvel essor, or les seuls moyens de l'association la Discordance des temps, qui publie la revue, ne sont pas suffisants pour que cette embauche – dont nous avons un besoin vital – soit pérennisée. Plusieurs moyens, non exclusifs les uns des autres bien entendu, s'offrent à vous pour nous soutenir : – le premier de tous reste l'abonnement à la revue papier, via le site de la librairie la Brèche (www.la-brèche.com). – il est aussi possible de faire un don sur Internet, via le site de la revue (www.contretemps.eu). – enfin, un don peut aussi être adressé sous forme de chèque à l'ordre de la Discordance des temps, 88, rue de Bagnolet 75020 Paris, avec un petit mot explicitant votre don à l'association. Nous comptons sur vous ! Fraternellement, l'équipe de Contretemps

MARTINIQUE Guéant, dégage !



12 février 2012, mobilisation unitaire à la Martinique contre la venue de Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, après ses propos racistes sur les civilisations. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/SERGE BOISSARD)

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

